

*l'Anti*capitaliste

n°450 | 8 novembre 2018 — 1,20 €

l'hebdomadaire du NPA ~ www.NPA2009.org

LE 11 NOVEMBRE



CONTRE TRUMP ET SON MONDE

Dossier

**100 ANS APRÈS LA FIN
DE LA PREMIÈRE GUERRE
MONDIALE** Pages 6 et 7

ÉDITO

Le mal-logement tue
Page 2

PREMIER PLAN

**12 novembre: pour une journée
«école morte» et le début d'une
lutte prolongée!**
Page 3



ACTU INTERNATIONALE

**Allemagne: la fin annoncée
du gouvernement Merkel** Page 5

LIBRE EXPRESSION

**Entretien avec Victor Mendez,
condamné à 4 mois de prison
avec sursis suite à la mobilisation
contre Parcoursup.** Page 12



Par JEAN-MARC BOURQUIN

Le mal-logement tue

Marseille, rue d'Aubagne, 5 novembre 2018. Trois immeubles mitoyens s'effondrent en pleine journée, sur celles ou ceux qui y résidaient ou qui passaient à ce moment dans la rue. Trois immeubles insalubres, vétustes, dangereux, connus des pouvoirs publics, de la mairie, depuis bien des années, mais qu'ils ont laissé aller jusqu'à l'effondrement en pleine rue.

Évidemment, au vu du scandale national qu'un tel événement constitue, les élus de la ville ont tout de suite tenté de faire diversion. Ils ont invoqué les fortes pluies de ces derniers jours, qui auraient fragilisé les bâtiments, ou bien la structure en copropriété de ces immeubles qui aurait empêché l'action publique de rénovation. Julien Ruas, adjoint à la mairie de Marseille, a même réussi à affirmer, au pied des immeubles effondrés : « Notre objectif est de proposer un relogement à toutes les personnes qui en ont besoin ». Pas moins ! Il y a des morts, des blessés, des disparus, qui manifestement avaient besoin d'un logement décent et sûr, mais à l'évidence avant l'effondrement leur demande ne comptait pas !

Ils savent l'état de dégradation des quartiers anciens. 40 000 logements sont identifiés comme insalubres, sur la seule ville de Marseille, par l'inspecteur général de l'équipement. C'est le 3^e immeuble qui s'effondre dans le 1^{er} arrondissement en 5 ans, et un balcon s'est effondré cet été dans le 3^e arrondissement, entraînant le décès d'une fillette. Un article de *Marsactu* daté de 2016 évoquait déjà le cas du 63 rue d'Aubagne, visé depuis 2008 par un arrêté de péril et qui attendait encore d'être réhabilité. Mais ils s'en moquent. Ils invoquent le coût élevé des rénovations des immeubles anciens des quartiers populaires. C'est certes bien plus rentable de vendre aux affairistes et aux promoteurs, pour une gentrification à marche forcée, le centre-ville et le quartier du port, que de répondre à la demande de logement décent des habitantEs les plus défavorisés. En cela Marseille n'est pas une exception. Les habitants de la Seine-Saint-Denis comme touTEs celles et ceux des quartiers populaires des grandes villes subissent la même politique de mépris du pouvoir : logement, école, justice et protection de l'enfance, santé, transport, services publics... On retrouve à chaque fois le même délabrement programmé. Mais gare à l'effondrement de trop, à celui qui va libérer la colère...

À la Une

Le 11 novembre, contre Trump et son monde

Il est des anniversaires dont la valeur symbolique se voit multipliée par la conjonction des événements qui l'accompagnent. Ainsi, ce 11 novembre 2018 n'est pas seulement le centième anniversaire de la fin de la boucherie sans nom qu'a été la Première Guerre mondiale. C'est aussi un moment où les forces ultra-réactionnaires gagnent du terrain dans le monde entier — le plus récemment de façon catastrophique au Brésil, peu auparavant en Italie, et plus largement au sein de l'Union européenne.

Macron prétend se distinguer de cette vague, et espère se refaire une popularité avec les commémorations du 11 Novembre. Le 4 novembre il a entamé une tournée sur les sites de grandes batailles de la guerre de 1914-1918, espérant ainsi se poser en défenseur d'une mémoire populaire de la guerre.

Unité pour la guerre

Mais l'unité nationale qu'il défend, l'unité franco-allemande avec l'invitation faite à Merkel, l'unité affichée avec ses alliés US, saoudien et israélien, c'est une unité pour la guerre, pour la répression des migrantEs, pour la défense du « rôle de la France dans le monde » dont on sait qu'elle a toujours été le nom pudique de son rôle de grande puissance impérialiste. Poutine, boucher de la Syrie, sera également présent à Paris : on aura vraiment affaire à un rassemblement d'une hypocrisie monstrueuse pour ce « Forum sur la Paix » !

Le symbole le plus éclatant de cette hypocrisie est l'invitation faite dès l'été à Donald Trump. Son élection à la fin 2016 a été le marqueur de la nouvelle vague xénophobe, raciste, belliciste, autoritaire, à l'échelle mondiale. Encore et toujours, Trump continue d'essayer d'imposer une politique criminelle, que ce soit contre les migrantEs qu'il menace de tuer dès qu'ils pénètrent sur le territoire étatsunien, contre les populations victimes de la guerre et de l'occupation au Yémen, en Palestine, en



Syrie, en Afghanistan, contre la planète en encourageant une fuite en avant apocalyptique avec une dérégulation générale des énergies fossiles. Plus puissant dirigeant de la planète, symbole de la monstruosité de ce système d'oppression et d'exploitation, il encourage aussi tous ceux qui se reconnaissent dans son message de violence envers les femmes, les migrantEs, les juifEs, les noirEs, les latinos.

Résistance

Mais dans la résistance de masse qui s'est levée contre lui, nous pouvons voir à l'inverse tout l'espoir d'un monde à changer. Depuis

son élection, ce sont des millions de personnes qui ont protesté contre lui dans le monde entier. Aux États-Unis en premier lieu, où les marches des femmes ont rassemblé entre 3 et 5 millions de manifestantEs, auxquels il faut ajouter des millions encore à travers le monde. Des mobilisations se sont développées à de multiples occasions, contre le *muslim ban*, contre la construction de l'oléoduc du Nord-Dakota, en défense de la science et contre le réchauffement climatique, à Charlottesville contre la montée de l'extrême droite, contre la séparation des enfants migrants de leurs parents, pour la

défense des transgenres... Les rues des États-Unis se sont remplies de cortèges combatifs, bigarrés, avec un haut sentiment de la nécessité de l'unité pour la défense de touTEs les oppriméEs et exploitéEs.

Au printemps 2018, la vague de grèves sauvages d'enseignantEs dans différents États considérés comme parmi les plus favorables à Trump (Arizona, Colorado, Oklahoma, Virginie Occidentale), souvent couronnées de succès, a montré que les succès économiques dont cherche à se prévaloir Trump cachent un mécontentement puissant, une colère envers le délabrement du service public, une capacité à la lutte collective contre Trump et son monde.

À Pittsburgh, Trump a eu le culot de se prévaloir du soutien de l'ambassadeur d'Israël pour se dédouaner de sa responsabilité d'inspirateur du tueur antisémite, mais l'organisation juive Bend the Arc lui a adressé une lettre ouverte au vitriol : « Vous avez aussi délibérément ébranlé la sécurité des gens de couleur, des musulmans, de la communauté LGBTQ, des handicapés. Le massacre de samedi n'est pas le premier acte de terrorisme contre une minorité dans notre pays que vous avez encouragé. » 1500 manifestantEs ont protesté contre sa venue le 30 octobre, avec les slogans « Trump : les mensonges tuent » ou « Pas de haine, pas d'armes à feu, pas de Trump ».

Convergence

La mobilisation contre Trump aura nécessairement une portée bien plus large que sa seule venue. C'est une lutte contre Trump... et son monde ! En France aussi, la réussite de la mobilisation pèsera dans la dynamique des luttes : le 31 octobre un meeting à la Bourse du travail de Paris a réuni 250 militantEs et une trentaine d'intervenantsE de différents groupes, partis, organisations syndicales et associatives. Guerre, racisme, sexisme, homophobie, transphobie, environnement : l'étendue des thèmes abordés montre à quel point la manifestation du 11 novembre, qui partira à 14 heures de la place de la République à Paris, est un point de convergence nécessaire. **Sylvestre Jaffard**

BRÉSIL

Résister et construire une alternative

Face à l'arrivée de Jair Bolsonaro au pouvoir, l'urgence d'une riposte du mouvement ouvrier.

Dès le lendemain de son élection, Jair Bolsonaro a violemment attaqué le PT (Parti des travailleurs), le PSOL (Parti Socialisme et Liberté) et les deux grands mouvements sociaux du pays, MST (Mouvement des sans-terre) et MTST (Mouvement des travailleurs sans-toit) taxés de « terrorisme ». Les enseignantEs, accusés de propager une idéologie « communiste » et « antipatriotique », font l'objet d'une offensive en règle.

Le futur gouvernement comportera une brochette de militaires et son ministre de la Justice sera Sergio Moro, le juge prétendument « anti-corruption » qui a décidé sans aucune preuve l'emprisonnement de Lula.

Face aux mesures autoritaires et répressives

Les perspectives ne sont pas moins inquiétantes sur les plans socio-économique et écologique. Le président élu promet entre autres une intensification de la déforestation en Amazonie, une vague de privatisations, une nouvelle contre-réforme des retraites, des coupes drastiques dans les programmes sociaux et, pour les salariéEs, la pure et simple suppression du 13^e mois.

Le prochain gouvernement sera-t-il pour autant « fasciste » ? Bolsonaro est sans aucun doute un néofasciste et beaucoup de ses ministres le seront aussi. Mais sans un bouleversement des rapports de forces, il n'aura pas les moyens d'imposer une telle transformation. Rappelons qu'il n'a obtenu que 37% des voix des inscritEs, que son parti reste peu nombreux et faiblement structuré, ne dispose que de 52 députés fédéraux sur 513 et de très peu de gouverneurs, de plus dans des États d'importance secondaire. Surtout, la grande bourgeoisie ne veut pas liquider les formes démocratiques-bourgeoises, parce qu'elle n'en a pas besoin et que le risque ne vaut pas d'être couru. Ce à quoi il faut s'attendre est un redoublement des

mesures autoritaires et répressives, peut-être assorties, et lorsque de grandes luttes surgiront, d'interventions de groupes fascistes ou paramilitaires.

Le Brésil ne deviendra pas fasciste dès demain mais le danger se rapproche. N'oublions pas que Mussolini était arrivé au pouvoir en 1922 mais qu'un régime fasciste ne s'était imposé en Italie qu'en 1926. Le mouvement ouvrier et de masse – partis, syndicats, mouvements sociaux – conserve tous les moyens de faire face, et même de défaire l'agression et de passer à la contre-offensive. Pour cela, un front unique de toutes les organisations concernées, qui agisse sur les objectifs démocratiques et

BIEN DIT

« Il n'y a pas de libre expression sur internet. C'est un terme tout à fait inapproprié pour parler d'une plateforme qui a pour but de vendre. Il y a tout un tas d'idées qui ne font jamais surface, quantité de contenus qui sont supprimés. Certaines voix ont plus de place que d'autres, simplement parce qu'elles paient leur place plus cher. »

SAFIYA UMOJA NOBLE, chercheuse en sciences de l'information à l'université de Californie du Sud, libération.fr, 2 novembre 2018.

Un monde à changer

MACRON: MOI OU LES NATIONALISTES. Dans une interview publiée le 2 novembre dernier, Macron s'est déclaré frappé par la ressemblance entre la situation actuelle et celle des années 1930. Il faisait ainsi allusion à la montée des nationalismes, et a souligné la nécessité d'y résister. Il y a certes matière à discuter de la situation actuelle, mais les déclarations de Macron ne sont rien d'autre que la manœuvre politicienne d'un président dont la cote de popularité ne cesse de plonger. Ont échoué aussi bien les postures monarchiques que la fausse familiarité: rien n'y fait, Macron ne peut se dépêtrer de son image de président des riches. Comme le dit le politologue Jérôme Saint-Marie, «le macronisme est un projet cohérent, mais qui ne réussit pas à constituer un bloc social majoritaire ou même important autour de lui». Puisqu'il est impuissant à vendre sa politique de casse sociale en positif, puisqu'il n'arrive pas à relancer la mécanique en panne de l'Union européenne, il lui reste les arguments négatifs: «Moi ou les nationalistes». Ceci alors que, sous sa présidence, la chasse aux

réfugiés bat son plein, et qu'il ne rate pas une occasion de s'exhiber en compagnie de généraux sous des drapeaux tricolores. Au moment de la grève de SNCF, les macroniens vitupéraient contre la «prise en otage» des usagers; maintenant, à l'approche d'élections européennes qui s'annoncent difficiles, Macron s'élève contre les nationalismes et les gouvernements hongrois et italien. Attribuer tous les problèmes à des ennemis réels ou imaginaires est une vieille tactique des forces politiques vacillantes sans légitimité populaire. Trotski, en 1936 ironisait, déjà sur «le bonapartisme décadent, lequel a besoin pour son existence incertaine, aussi bien du danger de droite que du danger de gauche, afin de les jouer l'un contre l'autre et de s'élever ainsi toujours davantage au-dessus de la société et de son parlementarisme.» C'est la politique de Macron et de ses semblables qui fait jour après jour lit des nationalistes, à l'instar du Parti démocrate italien de Renzi qui a ouvert la voie à l'alliance Ligue-5 étoiles.

GRÈVE DU 12 NOVEMBRE Pour une journée «école morte» et le début d'une lutte prolongée!

Ce sont d'abord la FSU, le Sgen-CFDT et l'UNSA qui ont lancé l'appel à mobilisation, mais seulement contre les 2600 suppressions de postes dans le second degré car la CFDT et l'UNSA ne demandent pas le retrait des «réformes» gouvernementales («école de la confiance», réforme de la voie pro, réforme du lycée et du bac, Parcoursup). Cet appel a été lancé juste avant la mobilisation interprofessionnelle du 9 octobre, avec pour conséquence le fait de voir des collègues renoncer à participer à la première pour se «réserver» pour la seconde. Les autres syndicats (CGT, FO, SUD, SNALC) ont ensuite rallié l'appel en insistant sur la nécessité d'exiger également le retrait des réformes Blanquer, car les suppressions de postes sont intrinsèquement liées à celles-ci. Résultat: il n'y a pas d'appel unitaire de toutes les fédérations mais des appels séparés. La FSU a préféré s'arrimer aux deux organisations syndicales qui ont accompagné toutes les réformes du gouvernement Hollande et qui continuent de faire de même avec celles de Macron. Cela aura forcément des conséquences sur l'évolution de sa stratégie, déjà bien peu combative ces dernières années...

Une occasion à saisir pour que s'exprime la colère montante

À tous les niveaux du système éducatif, on assiste à une dégradation brutale des conditions de travail

Alors que, depuis la rentrée, le ministre Blanquer a multiplié les déclarations provocatrices et les attaques directes contre l'ensemble du système scolaire, le 12 novembre sera la première journée de grève nationale spécifique au secteur de l'éducation.



et d'étude. Le 12 novembre doit d'abord être l'occasion de rassembler dans la grève et dans la rue tous les personnels, de la maternelle à l'université, mais aussi les lycéens et les étudiantEs. C'est un des premiers enjeux car ni les fédérations étudiantes ni celles des personnels de l'enseignement supérieur n'y appellent. Comme si on pouvait encore «saucissonner» les problèmes qui touchent notre secteur, voire tenter d'opposer le primaire qui aurait été «mieux loti» au «secondaire sacrifié»! Nous sommes touTEs frappés par le même mal, nous devons lutter ensemble sous peine d'en crever les unEs derrière les autres! Les mesures Blanquer pour le primaire sont de la poudre aux yeux,

puisque la limitation à 12 élèves dans les classes de CP et de CE1 des zones d'éducation prioritaire est en partie assumée par les autres classes de ces mêmes écoles et par les autres écoles où les effectifs d'élèves sont à la hausse. Quant à la nouvelle réforme du lycée général et technologique, son but est de mettre en cohérence le lycée avec les «attendus» demandés par les universités qui permettent de sélectionner et d'éliminer, in fine, des milliers d'étudiantEs. Pour les lycées professionnels, la réforme prévoit de réduire le nombre d'heures d'enseignement et de favoriser l'apprentissage, au détriment du service public d'éducation. Le rapport CAP 2022 est le fil rouge de cette ardeur du gouvernement à vouloir casser la

fonction publique et les services publics, dont l'éducation est un des principaux budgets.

Le 12 novembre ne peut être qu'un début

L'affaire de la vidéo d'un lycéen menaçant sa prof avec un pistolet factice a servi de prétexte au ministre pour sortir l'artillerie lourde des mesures les plus réactionnaires et répressives à l'égard d'élèves pour qui le système éducatif n'est plus qu'une machine de tri social. Il y a vraiment urgence à stopper toutes les politiques qui ne contribuent qu'à fermer les écoles et à ouvrir les prisons. Ce n'est pas le 12 novembre au soir qu'on y parviendra. Mais si cette journée est massive, qu'on en profite pour faire des assemblées générales dans les établissements et dans les villes, des pôles combattifs dans les manifestations, qu'on tape sur le clou du «TouTEs ensemble de la maternelle à l'université», et que l'on met en avant l'abrogation de toutes les contre-réformes Blanquer-Macron et la création des postes statutaires à la hauteur des besoins, on se donnera les forces nécessaires pour aller plus loin: un mouvement de grève dans la durée!
Marie-Hélène Duverger

Le chiffre 10 000 euros

C'est la somme que nos camarades antifascistes Yannis Youlountas et Jean-Jacques Rue ont été condamnés à verser au groupuscule d'extrême droite Defend Europe. Yannis et Jean-Jacques s'étaient opposés, à l'été 2017, à l'expédition du groupuscule, qui avait tenté d'empêcher le sauvetage des migrantEs en Méditerranée par des ONG, et ont été condamnés pour «injures publiques et diffamation». Le NPA leur apporte tout son soutien, contre l'extrême droite et contre une justice qui continue de punir les militantEs solidaires des migrantEs.



Agenda

Jeudi 8 novembre, rassemblement contre la complicité de la France avec les crimes commis au Yémen, Paris. À 18 h, Esplanade des Invalides, M° et RER-C Invalides.

Samedi 10 novembre, débat et soirée festive – soutien aux postierEs du 92, Paris 11^e. À 18 h 45, à la galerie Treize, 24, rue Morte, M° Ménévalmont ou Couronnes.

Dimanche 11 novembre, manifestation «Trump, c'est la guerre», Paris. À 14 h, place de la République.

Lundi 12 novembre, manifestation éducation, Paris. À 14 h, place Edmond-Rostand, entrée principale du Jardin du Luxembourg, RER-B Luxembourg.

Mercredi 14 novembre, meeting du NPA, Paris. Avec Olivier Besancenot et Philippe Poutou, à 20 h, à La Bellevilloise, 19-21, rue Boyer, M° Gambetta.

NO COMMENT

«Je suis certain que l'élection de Jair Bolsonaro entraînera une grande amitié entre les deux peuples et un renforcement des relations entre le Brésil et Israël. Nous attendons sa visite en Israël!»

BENYAMIN NETANYAHOU, Twitter, 29 octobre 2018.

sociaux communs dans les quartiers, localités, entreprises et universités, par la manifestation et par la grève, serait le meilleur outil.

Une alternative politique au PT

Naturellement, un tel front unique ne devrait entraver en rien l'indépendance des révolutionnaires, plus que jamais confrontés à la nécessité de construire une alternative politique au PT. Ce n'est pas tant la corruption, consubstantielle de tout le système politique, qui a mené ce parti à sa perte. C'est d'abord la politique qu'il a menée, sur tous les terrains. Du néolibéralisme un peu social des deux gouvernements Lula (2003-2010) et du premier gouvernement Dilma (2011-2014), le PT est passé à une austérité dure quand le pays a sombré dans la crise suite à l'effondrement des cours des matières premières. Lorsque la bourgeoisie

a jugé que même l'austérité made in PT n'était pas suffisante, qu'il fallait reprendre toutes les concessions et tous les acquis des luttes, et pour cela se débarrasser de Dilma à travers le coup d'État institutionnel de l'impeachment, le PT a refusé de mobiliser dans la rue, en faisant aveuglément confiance à la justice et aux institutions politiques en place. Même chose deux ans plus tard lors de la condamnation et de l'emprisonnement de Lula. Tout comme en avril 2017, en s'appuyant sur les principales directions syndicales, quand une grève générale contre la réforme des retraites avait bloqué le gouvernement Temer – successeur droitier de Dilma – et ouvert la possibilité d'une contre-offensive. Les relativement bons résultats électoraux du PSOL, un front d'organisations et courants réformistes de gauche et révolutionnaires, passé



notamment de 6 à 10 députés fédéraux, apportent une lueur d'espoir dans un panorama général assombri. La gauche révolutionnaire fait face

à de lourdes responsabilités. Notre solidarité politique et militante ne doit pas lui faire défaut.
Virginia de la Siega

l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction:
01 48 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion:
01 48 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration:
01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN:
2269-3696

Commission paritaire:
0419 P 11508

Société éditrice:
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage:
6 500 exemplaires

Directeur de publication:
Ross Harrold

Secrétaire de rédaction:
Julien Salingue

Maquette:
Ambre Bragard

Impression:
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél.: 01 48 70 42 22
Fax: 01 48 59 23 28
Mail: rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

18 DÉCEMBRE

Avec les migrantEs: solidarité contre ensauvagement

Le lundi 5 novembre, 13 migrants sont morts en tentant de rejoindre Melilla. Les mesures obscènes et dramatiques mises en place pour empêcher les migrantEs de venir en Europe fonctionnent.

Obscènes et dramatiques, les mortEs, en mer ou sur la route, noyés, écrasés ou électrocutés. Obscènes et dramatiques les viols, emprisonnements, esclavages et tortures au Niger ou en Libye.



PHOTO THÈQUE ROUGE/JMB

La barbarie fonctionne

Oui, cette politique des gouvernements européens, de Macron comme de Salvini, fonctionne : le nombre d'entrées a été divisé par cinq depuis 2016 et par deux en comparaison de l'an dernier. Mais qu'est-ce qui fonctionne ? Les salaires n'ont pas augmenté, le chômage n'a pas diminué, pas plus que le nombre de sans-abris. Preuve s'il en fallait encore que ce n'est pas l'immigration qui est responsable.

Alors qu'est-ce qui fonctionne ? L'hécatombe continue : il y a toujours autant de mortEs en Méditerranée. Plus de 1 600 entre janvier et août. Nos sociétés s'habituent, ferment les yeux pour certainEs et se réjouissent pour d'autres. Bref, s'ensauvagent.

Voilà ce qui fonctionne, la barbarie. Et c'est le prix à payer, désormais vivre n'est plus la norme, la base d'espoirs ou de revendications. Les migrantEs sont la pointe avancée d'un modèle de société ou, pour le plus grand nombre, survivre serait la norme. Comment alors se plaindre si tu as un emploi, soit-il précaire, un logement soit-il délabré ?

Pour une «submersion solidaire»

Mais la barbarie n'est pas une fatalité. L'année passée, les collectifs de sans-papiers, les familles de victimes des violences policières, les réseaux de solidarité s'étaient mobilisés, dans le cadre de la Marche des solidarités, contre le pouvoir en faisant appel, sans grand succès, au mouvement social. C'est pourquoi nous nous sommes réjouis, depuis septembre, de la tribune écrite par Philippe Martinez, secrétaire général de la CGT, « Ce n'est pas l'immigration qui crée du dumping social » et de l'appel lancé par *Regards*, *Mediapart* et *Politix*, « Pour l'accueil des migrants ».

Cette dynamique pourrait porter ses fruits. La CGT, Solidaires, les collectifs de sans-papiers et la Marche des solidarités ont initié un appel commun qui va être rejoint très largement pour une journée nationale de manifestations et rassemblements le 18 décembre prochain à l'occasion de la journée internationale des migrantEs. Pour « la liberté et l'égalité des droits », pour « la liberté de circulation, la fermeture des centres de rétention, la régularisation des sans-papiers », c'est l'occasion de faire converger toutes les forces, mouvements de solidarité, collectifs, syndicats, associations, pour une « submersion solidaire ».

Marches aux flambeaux en hommage à nos frères et sœurs morts sur les routes de la migration, marches aux fumigènes pour lever l'étendard de la riposte : nous avons un mois pour construire et lancer une dynamique qui inverse les tendances à l'œuvre. Pour en finir avec les mortEs, les frontières et l'ensauvagement du monde.

Denis Godard

Dans les classes populaires, dont des millions de salariéEs qui ont besoin de leur voiture pour aller au travail, ou ont besoin de fuel pour chauffer leur logement, ces appels ont trouvé une grande résonance. Selon un sondage largement relayé par les médias, 80% de la population partagerait l'indignation. Et la colère est bien compréhensible, et légitime : alors que tout augmente, carburants, loyers, prix de denrées de première nécessité, seuls les salaires et pensions stagnent, autant dire reculent par rapport à la hausse des prix. Et beaucoup ont la nette impression d'être soumis à un racket pur et simple de la part du gouvernement. Édouard Philippe n'est guère convaincant lorsqu'il tente de justifier cette hausse par les nécessités de la « transition écologique ». En réalité, la « fiscalité verte » sert moins aux programmes de protection de l'environnement qu'à colmater un budget de l'État très amoindri par... les innombrables cadeaux fiscaux consentis aux entreprises.

Un ras-le-bol compréhensible, mais...

Cette attaque brutale contre le pouvoir d'achat concerne toutes les catégories de travailleurEs, et en premier lieu les millions de salariéEs qui, en ville comme dans les zones rurales, sont dépendants de leur véhicule pour pouvoir travailler. Nombre d'entre elles et eux ont signé des pétitions en ligne, relayé les vidéos virales ou les pages Facebook appelant au blocage dans leur ville ou leur département. Ce qui jette quelque trouble, c'est que parmi les responsables de cette agitation en ligne se trouvent des professionnels du transport routier, petits mais aussi gros patrons qui, avant tout, défendent leurs intérêts. Des catégories habituées de longue date à se mobiliser sur ce

17 NOVEMBRE L'instrumentalisation d'une colère légitime ?

Depuis plusieurs semaines, amplifiés la toute dernière, des appels se sont multipliés sur les réseaux sociaux pour bloquer routes et ronds-points le 17 novembre prochain. Contre l'augmentation vertigineuse du prix du diesel, de 23% en un an et de 5% en un mois, sans compter celle du prix de l'essence, de 15% pour cette année. Qu'en penser ?

BLOCAGES DU 17 NOVEMBRE



genre de revendications, et qui pour certaines ont déjà pris l'initiative de bloquer les routes la semaine dernière, comme en Haute-Savoie ou dans le Jura. Et l'extrême droite et la droite s'engouffrent dans la brèche, s'affichant ostensiblement comme soutiens voire initiateurs du mouvement. Marine Le Pen, Nicolas Dupont-Aignan, Laurent Wauquiez : tous envoient des messages d'appui. Ce milieu sait se défendre. Sur un problème similaire, il a déjà su, contre une « écotaxe » il y a trois ans, faire reculer un gouvernement. Leurs blocages pourraient à nouveau imposer un recul à Macron. Et s'ils ne l'emportaient pas, ils se

débrouilleraient pour répercuter leur manque à gagner sur leurs salariéEs ou les consommateurEs...

Aux travailleurEs de faire entendre leur voix

C'est pourquoi entre leur colère et celle de millions de travailleurEs, il y a quelque différence, à la fois de revendication et de moyens de lutte. Eux se bornent à réclamer la suppression de cette hausse, sans mettre en avant la hausse générale des salaires et des pensions ainsi que l'indexation des salaires sur les prix, dont ceux des carburants. Eux se borneront à bloquer et exhiber un gilet jaune, les travailleurEs de leur côté peuvent et

doivent envisager une riposte par leur arme qui est la grève. Car oui la colère est légitime, oui nous devons réagir et l'envie ne manque pas, comme le montrent les discussions dans les milieux populaires. Et enfin oui, la perspective de cette journée de mobilisation – dont il est pour l'instant impossible de savoir quelle en sera la réalité – donne quelques sueurs froides au gouvernement.

Au motif de l'influence de l'extrême droite, les organisations syndicales comme la CGT ou Solidaires expriment surtout la méfiance, dénoncent « l'instrumentalisation », mais se contentent de la politique de l'autruche sans rien proposer... quitte à laisser le champ libre aux démagogues d'extrême droite, et en laissant les travailleurEs sans perspectives de lutte pour leur niveau de vie.

Mais l'heure n'est pas à la passivité. Car la colère devient flagrante dans l'ensemble du monde du travail. Il serait donc urgent de prendre des initiatives de mobilisation autour de revendications pour les salariéEs, avec des mots d'ordre clairs, contre le gouvernement : l'augmentation générale des salaires contre la vie chère et leur indexation sur le carburant, la gratuité des transports en commun, une fiscalité écologique qui taxerait les grandes et riches entreprises polluantes plutôt que la grande masse des travailleurEs.

Étienne Bridel

FRANCE INSOUMISE La haine des médias n'est ni juste ni saine

« Une persécution médiatico-politique d'État » : tel était le titre du billet de blog publié par Jean-Luc Mélenchon le 21 octobre, quelques jours après les perquisitions visant la FI et certainEs de ses membres, et au surlendemain de la publication d'une enquête de la cellule investigation de France Info relative aux comptes de campagne de la FI. Une nouvelle fois, JLM fait feu de tout bois sur les journalistes, quitte à reprendre à son compte des postures fort éloignées de la légitime critique des médias et davantage proches de la démagogie anti-journalistes.

« Je demande à ceux qui nous suivent de relayer nos arguments, de montrer pourquoi France Info ment et de discréditer les journalistes qui s'y trouvent. [...] Relayez sans arrêt, pourrissez-les partout où vous pouvez. [...] Il faut qu'à la fin des milliers de gens disent : les journalistes de France Info sont des menteurs, sont des tricheurs. » Dès le 19 octobre, Jean-Luc Mélenchon pointait du doigt, dans une vidéo, « les journalistes de France Info », coupables selon lui de diffuser des « fake news » au sujet de ses comptes de campagne.

«Eux» vs «Nous»

Si nous ne sommes pas en mesure de savoir qui dit, en l'espèce, la vérité, le moins que l'on puisse constater est que s'en prendre de la sorte à l'ensemble d'une rédaction, avec en outre un appel à « pourrir » les journalistes, excède de très loin la critique des médias... En procédant de la sorte, JLM reprend en effet à son compte une rhétorique anti-journalistes qui, si elle peut avoir une certaine popularité, est loin de servir le débat démocratique

et contribue en réalité à l'obscurcir encore un peu plus. Car il ne s'agit pas ici simplement d'avancer des arguments ou des faits, mais de s'en prendre de manière injurieuse à un collectif, sur lequel on tente de jeter un discrédit général à partir d'une enquête dont on conteste la véracité. Un procédé qui surfe sur la – légitime – défiance à l'égard des médias dominants mais qui, à défaut de nourrir la réflexion, est avant tout destiné à servir une rhétorique « populiste de

gauche » reposant sur une division entre un « nous » et un « eux », outil de construction symbolique d'un « peuple » opposé à « l'oligarchie ». Un « nous » et un « eux » flottants, sans délimitation claire, dont les frontières peuvent varier au fil du temps et des événements : le « eux » compte ainsi désormais en son sein, pêle-mêle, Emmanuel Macron, les journalistes de France Info (rebaptisée « radio d'État ») ou encore Edwy Plenel. Un bien étrange attelage, qui

organiserait donc une « persécution médiatico-politique d'État » contre JLM et la FI. Sérieusement ?

La liberté de la presse ne se divise pas

Nous l'avons déjà écrit dans ces colonnes : critiquer la démagogie anti-journalistes ne revient évidemment pas à dédouaner les médias dominants, les chefferies éditoriales et certains journalistes, voire certaines rédactions, coupables de pratiques condamnables. Il suffit d'ailleurs de constater avec quel empressement certains se sont jetés goulument sur les mésaventures de JLM pour ne pas perdre de vue la nécessité de critiquer, sans relâche, les tendances à l'œuvre dans les médias dominants : homogénéisation idéologique, prétention à définir (ce) qui est légitime et (ce) qui ne l'est pas, effets de meute, course au « buzz », etc.

Mais ces nécessaires critiques ne peuvent faire fi de la défense d'un certain nombre de principes, et notamment celui selon lequel la liberté de la presse ne peut se diviser en fonction d'intérêts personnels et/ou politiques. On se souviendra que Mélenchon, qui a qualifié *Mediapart*, le 20 octobre, « [d']officine de la police et des juges » (sic), appelant ses soutiens à se « désabonner », tweetait en 2013, au moment de l'affaire Cahuzac : « *Chapeau @mediapart ! La vérité vient hors du système des médias officiels.* » Il marche ainsi dans les pas de nombreux autres responsables politiques avant lui, capables de saluer les investigations des journalistes... jusqu'à ce qu'elles les concernent. La critique des médias mérite mieux.

Julien Salingue

JÉAN-LUC MÉLENCHON ET LES MÉDIAS



Il se peut que Merkel ait été prise par surprise, du fait que Schäuble (ancien ministre des Finances et aujourd'hui président de la Chambre des députés) a manœuvré secrètement pour préparer Friedrich Merz à la candidature pour la présidence du parti. Non seulement les deux (Schäuble et Merz) ont de vieux comptes à régler avec Merkel, en plus ils sont d'accord pour appliquer une politique encore plus néolibérale. On se souviendra que Schäuble avait mis le couteau sous la gorge du gouvernement grec, et que Merz est président du conseil d'administration de la filiale allemande de Blackrock, le plus grand gestionnaire de biens du monde entier, et de celui de HSBC Trinkaus & Burkhardt. Son programme est simple : baisser les taxes pour les entreprises et pour les riches, attaquer les « privilèges des syndicats », fermer les frontières pour les migrants...

Une chute programmée

Il y a, pour le moment, deux autres candidats à la présidence du parti : Jens Spahn (ministre de la Santé), qui est aussi réactionnaire que Merz, mais moins implanté dans les milieux de la grande bourgeoisie, moins expérimenté et en manque de popularité. Annegret Kramp-Karrenbauer (surnommée AKK), secrétaire générale de la CDU, est de loin la favorite de Merkel, mais elle a un désavantage qui pourrait s'avérer décisif : de grandes parties de la CDU désirent un changement de ligne politique afin de stopper l'hémorragie des voix vers l'AfD (extrême droite). Toutefois la CDU perd aussi des voix en direction des Verts et,

ALLEMAGNE La fin annoncée du gouvernement Merkel

En se retirant de la présidence du parti chrétien-démocrate (CDU), Merkel a, de fait, annoncé la fin de son gouvernement. Il est fort improbable qu'elle soit encore chancelière lors des prochaines élections (2021), date à laquelle elle a prévu de se retirer de la politique.

si la majorité des délégués du congrès du parti (qui se tiendra en décembre 2018) prend cela en compte, les rapports de forces pourraient basculer. Mais, pour le moment, une majorité des courants pensent que leur parti est devenu trop social-démocrate (ce qui veut dire : pas assez nationaliste). Si Spahn – et à plus forte raison Merz – est élu président du parti, le plan de Merkel (rester chancelière et voir quelqu'un d'autre présider le parti) ne tiendra certainement pas jusqu'aux prochaines élections, et Merz essaiera d'ici un an (donc après les européennes) de remplacer Merkel à la chancellerie. Le vote de censure s'effectue à bulletins secrets, donc il pourrait réunir les voix de la CDU, du FDP (parti libéral de droite) et de l'AfD. Pour cette dernière, ce serait un succès important, puisqu'il scande « Merkel dégage ! » pour... pouvoir mieux fermer les frontières.

Un mécontentement profond

La classe dominante et son appareil gouvernemental n'arrivent plus à dissimuler que les problèmes s'accumulent : la politique contre le réchauffement climatique a échoué (le lignite est massivement exploité en Allemagne, malgré



WIKIMEDIA COMMONS

une surproduction d'électricité, le diesel empoisonne, etc.) ; les loyers explosent (35% d'augmentation à Berlin depuis 2005) et il y a un manque terrible de logements, surtout dans le secteur HLM ; les transports publics sont défectueux ; les installations ferroviaires sont sous-dotées ; il y a un manque criant d'infirmiers... En résulte une perte de confiance massive dans de larges secteurs de la population. Ce sont surtout les partis de la « grande coalition » (donc CDU/CSU et SPD) qui en subissent les conséquences.

Le SPD est en train de perdre toute raison d'être puisqu'il est prisonnier de sa politique des 30 dernières

années. C'est sous le gouvernement Schröder, dans les années 2000, qu'a été mise en place la réforme sociale la plus réactionnaire depuis la Seconde Guerre mondiale. Le petit courant encore un peu social-démocrate avait scissionné pour former, avec le PDS, le parti Die Linke. Depuis des années il n'y a donc plus de courant de gauche au SPD.

La CDU, par contre, peut maintenir sa position dominante même si l'enthousiasme sera faible. Elle a le choix de faire alliance avec le FDP ou avec les Verts (comme dans plusieurs Länder déjà aujourd'hui). Elle peut aussi coopérer avec l'AfD : cela ne se fera pas d'une manière ouverte pour le moment (et pas conjointement avec les Verts), mais cela sera sans doute le cas demain, à l'image de la coalition qui dirige aujourd'hui l'Autriche.

Heureusement il n'y a pas que des raisons de broyer du noir, puisque les résistances dans la rue se sont, dernièrement, renforcées. Et s'il y a, demain, un gouvernement Merz, on ose espérer que les directions syndicales abandonneront leur politique de cogestion totale avec le pouvoir et seront prêtes à un minimum de résistance.

Jakob Schäfer

KANAKY-NOUVELLE-CALÉDONIE

La lutte pour le droit à l'autodétermination et la justice sociale continue

Sans surprise, le référendum organisé ce dimanche en Kanaky-Nouvelle-Calédonie s'est soldé par la victoire du « Non » à la question « Voulez-vous que la Nouvelle-Calédonie accède à la pleine souveraineté et devienne indépendante ? »

Pas de surprise, tant le scrutin était en effet taillé pour un succès du « Non », avec notamment une liste électorale enregistrant le processus de colonisation à l'œuvre depuis un siècle et demi, qui a fait des Kanak une minorité dans leur propre pays, où ils représentent désormais moins de 40% de la population totale.



DR

«Peuple sinistré»

Force est toutefois de constater que l'ampleur de la victoire du « Non » (56,4%) est moindre qu'annoncé par les sondages (parfois plus de 65%). On constate en outre de forts taux d'abstention dans la province des Îles, très majoritairement kanak, avec par exemple plus de 40% d'abstention à Ouvéa. Autant d'indicateurs qui montrent que malgré les déclarations enthousiastes de certains apologistes du colonialisme, le résultat du référendum est loin de témoigner d'un « fort sentiment d'appartenance à la France ».

Le camp indépendantiste s'était divisé entre un appel à voter « Oui » à l'indépendance et un appel à la non-participation. Les critiques à l'égard du processus initié à l'occasion des accords de Nouméa (1998) sont nombreuses, avec notamment le constat du maintien d'une situation d'inégalité structurelle en défaveur des Kanak. Ainsi, alors qu'en moyenne 17% des ménages calédoniens vivent sous le seuil de pauvreté, ce taux atteint 52% dans les îles Loyauté et 35% dans la province Nord, contre 9% dans la province Sud, où la communauté européenne est la plus nombreuse. Dans un territoire riche en ressources naturelles, notamment minières, les inégalités sociales se confondent avec les inégalités ethno-raciales. Le « transfert des compétences » et l'effort pour le développement, promis par les accords de Nouméa, n'ont pas été au rendez-vous. Le Sénat coutumier parle de « peuple sinistré ».

Un combat loin d'être terminé

Du côté des anti-indépendantistes, certains crient victoire et envisagent désormais d'enterrer toute revendication d'indépendance, à l'instar du sénateur LR Pierre Frogier, qui avait expliqué quelques jours avant le scrutin qu'il allait « déposer devant la Haute-Assemblée une loi constitutionnelle afin d'empêcher la tenue d'un deuxième et d'un troisième référendum ». Or ces référendums sont permis par l'accord de Nouméa (1998), ce qui signifie que la lutte pour le respect de l'exercice du droit à l'autodétermination, qui ne peut se dissoudre dans le référendum du 4 novembre : ce dernier n'avait en effet rien à voir avec un scrutin d'autodétermination, lequel devrait concerner en premier lieu le peuple colonisé.

Malgré les déclarations de Macron, qui a eu le cynisme, dans son allocution consécutive au référendum, de vanter la « république française » et ses « valeurs », le combat contre les dégâts du colonialisme français est donc loin d'être terminé, et il ne manquera pas de se poursuivre au-delà des résultats du scrutin. Le débat stratégique demeure ouvert au sein du mouvement indépendantiste et, s'il ne nous appartient évidemment pas de décider à la place des Kanak, une chose est toutefois certaine : comme nous l'avons déjà affirmé dans ces colonnes, en tant qu'internationalistes et anticolonialistes, nous serons à leurs côtés pour les luttes à venir, pour un réel exercice du droit à l'autodétermination et pour la justice sociale. J.S.

YÉMEN Urgence face à une sale guerre et aux complicités françaises

Les informations alarmantes sur la situation au Yémen ne manquaient pourtant pas : bombardements à l'aveugle de populations civiles, épidémie de choléra à grande échelle, famine... Une situation décrite par un rapport de l'ONU comme « la pire crise humanitaire depuis la Seconde Guerre mondiale ». Tout cela était connu et documenté, mais le donneur d'ordre de cette catastrophe, Mohammed ben Salmane, semblait intouchable, à coups de promesses de contrats mirifiques. On se souvient de l'image ridicule où Donald Trump exhibait un contrat de 110 milliards de dollars avec un sourire ravi. Mais ces promesses ne se sont pas, pour l'instant, concrétisées.

Plus ennuyeux pour l'avenir politique de Mohammed ben Salmane, il avait fait miroiter une privatisation de presque toutes les entreprises, y compris Aramco, la compagnie pétrolière d'État saoudienne, et leur introduction en bourse. Wall Street et les grandes banques US espéraient des profits gigantesques. Mais il a fait marche arrière, probablement sous la pression du clan Saoud, et il n'en est plus question pour le moment. D'où sans doute, en grande partie, la colère de l'establishment US, le boycott du sommet économique surnommé « le Davos du désert » (sauf par des entreprises françaises comme Total) et le revirement de

Il aura fallu qu'un journaliste saoudien, Jamal Khashoggi, soit victime d'un sordide assassinat dans le consulat de son propre pays à Istanbul pour qu'enfin les médias s'intéressent à la guerre menée par l'Arabie saoudite, sous couvert d'une « coalition internationale », contre le Yémen.



DR

Trump qui estime maintenant que la guerre doit s'arrêter et qu'il faut tout de suite commencer à négocier. Et voilà que sur tous les réseaux sociaux apparaissent, suite à leur publication dans le *New York Times*, les photos d'une petite fille yéménite squelettique, morte depuis, qui devient un symbole de cette guerre.

Une honte bien française

Trump et les USA ne sont pas les seuls responsables du désastre. Le gouvernement français n'est pas

en reste. Florence Parly a beau affirmer que les armes françaises vendues à l'Arabie saoudite ne sont pas utilisées au Yémen (1,5 milliard d'euros de vente en 2017), on peut douter de leur caractère décoratif. La bataille que mène un député LREM, Sébastien Nadot, pour obtenir une commission d'enquête parlementaire sur la vente à l'Arabie saoudite et l'utilisation des armes françaises au Yémen a fort peu de chances d'aboutir, bloquée par le groupe LREM et évidemment par le gouvernement.

Le tapis rouge a été déroulé en permanence pour Mohammed ben Salmane et, comble de la provocation, Macron organise un « Sommet de la Paix » à Paris du 11 au 13 novembre, avec comme invité d'honneur... Mohammed ben Salmane.

Une tribune signée par de nombreux partis (dont le NPA) et associations a été récemment publiée dans *Politis* et *L'Humanité*, sous le titre « Yémen : briser le silence et faire cesser les livraisons d'armes »¹. La mobilisation contre la venue de Trump et de MBS à Paris s'organise, et une grande manifestation se déroulera à Paris le 11 novembre, qui fera suite à un rassemblement le 8 novembre, à l'occasion d'un colloque à l'Assemblée nationale sur le Yémen. Face à la tragédie en cours, dans laquelle le gouvernement français porte une lourde responsabilité, la solidarité, et notre refus du soutien français à ces crimes contre l'humanité, en échange de quelques contrats, doivent prendre toute leur ampleur.

Mireille Court

1-<https://www.humanite.fr/tribune-appel-collectif-yemen-briser-le-silence-et-faire-cesser-les-livraisons-darmes-662829>

LE TRAITÉ DE VERSAILLES ET LE NOUVEAU PARTAGE DU MONDE

Ce devait être « la Der des Ders ». Mais en réalité, le prétendu « règlement » du premier conflit mondial du 20^e siècle ne fut en rien, quand bien même il aurait mis un terme aux affrontements militaires qui avaient commencé en 1914, un pas vers l'apaisement des relations internationales et vers la construction d'un monde plus juste, plus égalitaire et moins générateur de violences.

Faire payer et contenir l'Allemagne

Le règlement du conflit, qui est entré dans l'histoire sous le nom de « traité de Versailles », signé par l'Allemagne et les Alliés le 28 juin 1919, soit cinq ans jour pour jour après l'assassinat de l'archiduc François-Ferdinand à Sarajevo, fut avant tout marqué par la volonté, notamment sous l'impulsion française, de « faire payer » l'Allemagne. Contre toutes les évidences, cette dernière fut ainsi désignée, avec ses alliés, comme unique « responsable » du conflit, et « de toutes les pertes et de tous les dommages subis par les Gouvernements alliés et associés et leurs nationaux » (art. 231). Une formulation qui résultait d'un compromis entre la France, la Grande-Bretagne et les États-Unis, et fondait juridiquement la question des réparations, dont le montant théorique était fixé à 132 milliards de marks-or. L'Allemagne est amputée d'une partie significative de son territoire, au profit de la France, du Danemark, de la Belgique et de la Pologne, et ses colonies d'outre-mer lui sont confisquées. En outre, ses capacités militaires sont considérablement limitées et plusieurs régions allemandes sont démilitarisées. En résumé, « une paix-sanction [...] fut imposée à l'Allemagne pour la maintenir dans un état de faiblesse durable »¹.

L'URSS exclue, la vague révolutionnaire contenue

Mais le traité de Versailles ne fut pas seulement un instrument, aux mains des vainqueurs de la guerre, contre les vaincus, mais aussi un accord entre grandes puissances pour contenir la vague révolutionnaire alors en cours. L'écroulement des empires austro-hongrois et ottoman était en effet un facteur d'instabilité qui, couplé à l'écho international de



la révolution russe, menaçait l'Europe centrale, et par extension toute l'Europe, de la « contagion révolutionnaire ». Les négociations de Versailles, auxquelles l'URSS ne fut pas associée, furent ainsi l'occasion d'un redécoupage destiné à constituer un rempart contre l'influence du bolchevisme, avec entre autres la création de la Yougoslavie et de la Tchécoslovaquie. Il s'agissait pour les vainqueurs de la guerre, en encourageant la création d'États ou l'expansion d'autres, de s'assurer de loyautés futures, et de mettre en place un « cordon sanitaire » face à la menace révolutionnaire. La quasi-totalité de ces États sont alors, ou seront par la suite, partie prenante de l'intervention militaire en URSS (qui durera jusqu'en 1920), en soutien aux Russes blancs contre le pouvoir bolchevik.



De nouvelles relations internationales ?

La fin de la guerre et le traité de Versailles sont, enfin, l'expression de l'évolution des rapports de forces internationaux, et notamment de la place désormais centrale des États-Unis d'Amérique.

La France et la Grande-Bretagne sortent en effet affaiblies de la guerre, avec des millions de morts et des destructions considérables sur leur sol, tandis que les USA, qui ont rompu avec leur politique isolationniste, s'affirment comme la principale puissance mondiale, capable d'imposer ses vues aux pays européens. C'est ainsi que le président étatsunien Wilson s'opposera à certaines prétentions territoriales françaises et italiennes sur l'Allemagne (Clemenceau souhaitait ainsi l'annexion pure et simple de la Sarre), en échange de la garantie d'une intervention militaire US en cas de nouvelle attaque allemande. Mais après les défaites électorales de Wilson et des Démocrates, l'isolationnisme étatsunien reprendra ses droits et les USA refuseront de ratifier le traité de Versailles et les autres accords internationaux consécutifs à la Première Guerre mondiale, entre autres la création de la Société des nations (SDN). Appétits impérialistes maintenus, volonté d'écraser la contestation révolutionnaire, concurrence accrue entre grandes puissances, y compris au sein du camp des vainqueurs : autant de signes indiquant que la stabilisation de la situation internationale au sortir de la guerre n'était rien d'autre qu'une illusion, et que la « paix de Versailles » préparait bien des tragédies à venir. Le « nouveau partage du monde » issu de la guerre, réalisé sur le dos des peuples, comme l'illustre notamment le découpage/dépeçage du Moyen-Orient, et motivé par les seuls intérêts capitalistes-impérialistes, ne satisfaisait en réalité à peu près personne, ni dans le camp des vainqueurs ni dans celui des vaincus. Ce qui se vérifiera 20 ans plus tard avec une nouvelle plongée dans la barbarie. J.S.

1 - Eric J. Hobsbawm, *L'Âge des extrêmes*, Éditions André Versaillais, p. 58.

Le 11 Novembre 1918, l'armistice était signé à Rethondes, mettant officiellement un terme à la Première Guerre mondiale. 100 ans plus tard, les commémorations vont bon train, avec notamment un Emmanuel Macron qui se met en scène au cours d'une « itinérance mémorielle », et la perspective d'un grand raout le 11 Novembre (voir page 2). Nous avons décidé, pour notre part, de revenir sur la fin de la Première Guerre mondiale en insistant sur certains aspects de cette grande boucherie capitaliste qui ne seront probablement pas mis en avant dans les commémorations officielles.

Les illustrations du dossier sont issues de la série de bois gravés de Franz Masereel, *Debout les Morts* (1917)



LA PREMIÈRE GUERRE

En 2018, la démagogie nationaliste et xénophobe gangrène le monde des politiciens, jusqu'à la gauche. Kuzmanovic, un « orateur national » de La France insoumise, l'incarne à merveille. Lui qui, à l'occasion du 11 Novembre, reproche à Macron de ne pas célébrer « la victoire de la République contre le Reich » avec suffisamment de faste et de parade guerrière. Il y a un siècle, en 1914-1918, il avait ses semblables, politiques et syndicaux (Jouhaux, secrétaire général de la CGT, en tête), qui trahissaient les ouvriers en les appelant à suivre leur bourgeoisie dans la guerre contre « l'empereur prussien ». Le tout dans un contexte où les patrons des industries d'armement faisaient venir de la main-d'œuvre du monde entier pour pallier le manque de travailleurs provoqué par la mobilisation au front.

Les camps de concentration ne font pas gagner une guerre

Au déclenchement des hostilités, l'état-major promettait un conflit de trois mois. Les salariés quittaient les usines pour aller au front et la désorganisation de la guerre créait 600 000 chômeurs à Paris en quelques semaines. L'état obligeait, par un décret du 2 août 1914, le million d'étrangers vivant en France à demander un permis de séjour. Quatre mois plus tard 45 000 étrangers étaient parqués dans des « camps de concentration » (selon les termes officiels). Sauf que la guerre ne dévore pas seulement les hommes. Elle bouffe aussi de l'acier et des chars. De 50 000 ouvriers dans les usines d'armement de 1914, on passera à 1,5 million en 1918. Dans ce contexte, 300 000 étrangers, venus des pays neutres,

travaillent pour l'industrie et 150 000 dans l'agriculture pour remplacer les hommes partis combattre. 225 000 ouvriers viendront de l'empire colonial, tandis que 480 000 « indigènes » seront destinés à « mourir pour la France » à Verdun ou ailleurs. Quand leurs intérêts l'exigent, les bourgeois sont prêts à oublier provisoirement leurs préjugés.

Chaînes, cartes d'identité et cantonnement

Les patrons font coexister sur les lieux de travail différentes catégories ce qui crée des tensions entre les femmes, les « coloniaux », et les étrangers. Ils sont manœuvres dans les forges, les poudreries ou les fonderies. Ils y manipulent les gaz mortels, dont ils chargent les obus qu'ils fabriquent. Sous-payés, travaillant de nuit, à des cadences infernales, certains,

Extraits de la résolution du 4^e congrès de l'Internationale communiste (1922) sur le traité de Versailles

Les traités de paix, dont celui de Versailles constitue le noyau central, sont une tentative de stabiliser la domination mondiale [des] quatre puissances victorieuses. [...] Aujourd'hui, il est clair pour tout le monde qu'aucune des présomptions sur lesquelles étaient bâtis tous ces traités de paix n'était fondée. La tentative de rétablir un nouvel équilibre sur des bases capitalistes a échoué. L'histoire des quatre dernières années montre un chancellement continu, une insécurité permanente; les crises économiques, le chômage et la surproduction, les crises ministérielles, les crises de parti, les crises extérieures n'en finissent plus. Au

moyen d'une série infinie de conférences, les puissances impérialistes essayent d'arrêter la ruine du système mondial édifié par ces traités et de dissimuler la banqueroute de Versailles.

Les tentatives pour renverser en Russie la dictature du prolétariat ont échoué. Le prolétariat de tous les pays capitalistes prend de plus en plus résolument position en faveur de la Russie des Soviets. Même les chefs de l'Internationale d'Amsterdam sont obligés de déclarer ouvertement que la chute de la domination prolétarienne en Russie serait une victoire de la réaction mondiale sur tout le prolétariat.

La Turquie, précurseur de l'Orient en marche vers la révolution, a résisté les armes à la main à l'application du traité de paix; à la Conférence de Lausanne ont lieu les funérailles solennelles d'une partie importante des traités.

La crise économique mondiale persistante a donné la preuve que la conception

économique du traité de Versailles n'est pas soutenable. La puissance européenne capitaliste dirigeante, l'Angleterre, qui dépend dans la plus grande mesure du commerce mondial ne peut consolider sa base économique sans la restauration de l'Allemagne et de la Russie.

Les États-Unis, la plus forte puissance impérialiste, se sont complètement détournés de l'œuvre de paix et cherchent à fonder leur impérialisme mondial sur leurs propres forces. Ils ont réussi à gagner l'appui de parties importantes de l'Empire mondial anglais, du Canada et de l'Australie. Les colonies opprimées de l'Angleterre, base de son pouvoir mondial, se rebellent; tout le monde musulman est en révolte ouverte ou latente.

Toutes les présomptions de l'œuvre de paix ont fait défaut, sauf une: que le prolétariat de tous les pays bourgeois doit payer les charges de la guerre et de la paix de Versailles.

100 ANS

APRÈS LA FIN DE LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE

LE MONDIALE, LES ÉTRANGERS... ET LA GAUCHE



AOÛT 1914, BORDEAUX. TIRAILLEURS MAROCAINS POSANT. DR

n'en pouvant plus, s'absentent fréquemment, malgré la répression, préférant la prison à l'usine, tandis que des petits chefs trop arrogants sont tués par des ouvriers en colère. Les Chinois ayant participé à des luttes en Afrique du Sud se montrent compétents pour ralentir les cadences. Plus libres, Grecs et Portugais démissionnent massivement pour changer d'affectation, ou repartir au pays.

Les bourgeois sont, certes, rassurés par le soutien à la guerre des chefs syndicaux et de quasiment tous les socialistes. Mais leurs flics ne manquent pas de relever que dans les milieux militants ce sont les étrangers, notamment

russes et polonais, qui sont les plus hostiles à l'Union sacrée. Et il y a tout un enjeu à les contrôler. En juin 1916, on crée une carte d'identité. « On pourra les suivre pour ainsi dire pas à pas, et les trouver quand il faudra », explique un rapporteur d'une proposition de loi en 1915. Pour « l'indigène », c'est encore plus simple : il est soumis à la loi militaire, vit dans des baraquements insalubres, ni chauffés ni protégés de la pluie. Dans des camps, qu'ils ont dû construire eux-mêmes, l'armée les groupe selon leur origine et les fantasmes racistes. Ne pas trop les faire se côtoyer avec les Européens. Attention aux mélanges détonants.

Xénophobie et révolution

La CGT participe à cette atmosphère nationaliste. Et elle en rajoute. Elle ne s'oppose pas à la mise en place de cette carte d'identité, ou plutôt de surveillance. Pire : l'attribution de la carte nécessite l'accord des offices départementaux de placement où elle est influente. Elle cherche à exclure des usines les étrangers, notamment via des quotas, en les accusant d'être des voleurs de pain. En avril 1916, la centrale CGT demande que soit limité le nombre d'ouvriers chinois embauchés par la France. La République lui donne gain de cause en décidant de les faire embaucher par

la monarchie britannique afin qu'ils puissent continuer de travailler pour la France. Puis, la fin de la guerre se rapprochant, les syndicats exigent le renvoi des ouvriers étrangers et coloniaux, présenté comme la condition pour que les mobilisés du front retrouvent du travail après la guerre. Un conseil que la bourgeoisie, cette fois, s'empresse de suivre à la lettre.

La révolution russe survient en 1917, et c'est de son côté que les ouvriers commencent à regarder. Qu'ils soient français ou étrangers. En France, les ouvriers espagnols sont d'ailleurs à la pointe des grèves très massives de 1919, tandis que la bourgeoisie fait des concessions avec les lois relatives à la journée de 8 heures ou aux conventions collectives. En août 1925, une grève éclate à l'arsenal de Saigon contre l'intervention militaire française en Chine : à sa tête un syndicat clandestin où milite Ton Duc Thang dont la biographie dit qu'il fut mécanicien à Toulon pendant la guerre mondiale. Et parmi la petite minorité des ouvriers venus des colonies françaises, qui ont réussi à rester en France après-guerre, certains ont commencé à se rapprocher du nouveau Parti communiste créé à l'appel des révolutionnaires russes. Plus tard, la dégénérescence stalinienne des PC fera de beaucoup d'entre eux des militants pour l'indépendance de leurs pays, plus nationalistes que communistes. Ton Duc Thang sera le bras droit d'Ho Chi Minh. C'est cependant déjà une autre histoire.

Kris Miclos

LES FEMMES DANS ET APRÈS LA GUERRE

Il est généralement admis que la « grande guerre » permit à l'émancipation des femmes de faire un grand pas en avant notamment au travers de l'accès aux emplois occupés majoritairement par les hommes avant guerre.

Mobilisées dans le travail

Le « déficit » de main-d'œuvre masculine lié à la mobilisation était de 8 millions. Pourtant, lors du recensement de 1921, les femmes n'étaient pas plus nombreuses à travailler qu'avant 1914 où elles représentaient un peu plus du tiers (7,2 millions) de la population active. La féminisation relative des emplois dans l'industrie avec, notamment, les « munitionnettes » des usines de guerre, aura essentiellement permis d'accompagner le développement de la taylorisation et de la fordistation de la production pendant que se développe l'emploi dans le « tertiaire ». Dans les campagnes, 3 200 000 ouvrières agricoles ou femmes d'exploitants prennent la tête des exploitations, aidées par les seuls hommes restés à la terre : les jeunes, les vieux et les plus faibles ; auxquels sont venus s'ajouter quelques milliers de prisonniers et ouvriers agricoles étrangers. Ainsi 630 000 veuves sont devenues chefs de famille, tandis que le déséquilibre entre les sexes (1 103 femmes pour 1 000 hommes) amenait nombre de femmes célibataires à assumer le rôle traditionnellement dévolu aux hommes.

La double tâche

Ce qui n'empêche que les appréciations portées sur cette évolution resteront toujours profondément ambigües : « Recruter pour l'industrie les mères possibles, c'est se priver des apprentis dans treize ans et augmenter pour l'avenir l'invasion des métiers par les ouvriers étrangers. La femme ne peut suffire à la double charge d'être ouvrière active et mère féconde. Elle se stérilise ou avorte. »¹ Même l'emblématique figure de l'infirmière, si valorisée au cœur du conflit, ne bénéficiera pas de cette popularité dans la durée. Le refus de l'État de rendre obligatoire un diplôme pour son exercice encouragera l'emploi de femmes non diplômées, rétribuées à minima. Le retour de l'obsession de la « dépopulation » va entraîner l'évolution de la profession vers une « hygiène sociale » proche de la charité, valorisant leur capacité à assurer une mission belle et ingrate à laquelle les prédisposeraient leur instinct maternel.

Dès l'approche de la fin du conflit, le discours louangeur fit place au thème de la femme profiteuse, invitée à rendre la place au soldat et à l'ouvrier, à retourner au foyer ou aux métiers traditionnellement féminins (travaux domestiques, couture). De même, si la guerre a débuté par une « union sacrée » des sexes, le développement du mouvement des mairaines initié par les organisations charitables est rapidement suspecté, soupçonné de masquer des amours, des relations sexuelles, de la prostitution voire même de l'espionnage. Dans le même temps la



prostitution, faute de pouvoir être empêchée, va être organisée avec l'officialisation en mars 1918 de bordels militaires à l'« avant ».

Retour à la normale

Plus brutale que la démobilisation militaire, la démobilisation des femmes marque la volonté d'un retour à la situation antérieure même si cela est impossible avec 1,4 million de soldats morts, soit plus de 10 % de la population active masculine de 1914, sans compter les blessés et les mutilés.

L'image de « la garçonne » popularisée par le roman éponyme, qui valut à Victor Marguerite d'être radié de la Légion d'honneur, ne vaudra qu'à la marge d'une société avant tout traumatisée par les horreurs de la guerre. Les catalogues de jouets des grands magasins parisiens proposent pour les étrennes des garçons des panoplies de soldats, pour les petites filles, celle d'infirmière. Les tentatives d'émancipation des femmes au travers de la guerre resteront finalement limitées aux femmes des milieux intellectuels, de la petite et grande bourgeoisie « éclairée », qui bénéficieront notamment d'un accès aux études supérieures et aux métiers qualifiés. Même si la vie publique devient plus accessible aux femmes, le droit de vote leur sera refusé alors que 138 millions des femmes ont le droit de vote dans 24 pays. Les lois du 31 juillet 1920 et du 27 mars 1923, réprimant toute information sur la contraception et « correctionnalisant » l'avortement, illustrent la préférence pour l'urgence démographique. La République préférant même tenter d'assimiler les « petits vipéreaux », « enfants de boches », que d'autoriser l'avortement.

Robert Pelletier

¹ - Pierre Hamp dans *l'Humanité* en 1916, cité par Xavier Vigna, *L'Espoir et l'effroi*, éditions La Découverte, 2016.

MARSEILLE-LA PLAINE

Rêve municipal, cauchemar social!

En novembre 2003, l'adjoint au maire de Marseille délégué à l'urbanisme, Claude Valette, déclarait: «On a besoin de gens qui créent de la richesse. Il faut nous débarrasser de la moitié des habitants de la ville. Le cœur de la ville mérite autre chose.»¹ 15 ans plus tard, sa dystopie tente de se réaliser à marche forcée.

Le projet de détruire la Plaine, un lieu de vie des classes populaires marseillaises, se met en place sous une protection policière qui ressemble à une opération militaire. D'après le préfet de police, il y a sur place chaque jour 150 policiers, soit un tiers des effectifs de voie publique. Des interventions ont lieu en pleine nuit pour se cacher des habitantEs et on constate une consommation de grenades lacrymogènes digne des plus grandes démocraties de ce monde...



Face aux habitantEs, un mur

Le dernier épisode de la saga Soleam (Société locale d'équipement et d'aménagement de l'aire marseillaise), après l'abattage des arbres non prévu dans le projet, est la construction d'un mur de 2,5 mètres de haut: 1000 tonnes de béton pour un coût supplémentaire de 390 000 euros... En face, une lutte protéiforme, de la résistance face aux nervis de l'État aux manifestations joyeuses et populaires en passant par des référés: tous les moyens possibles sont utilisés pour renvoyer ce chantier aux oubliettes qu'il n'aurait jamais dû quitter. La Plaine, îlot alternatif, propice à la vie associative, aux initiatives solidaires, épine dans le pied d'une gouvernance à destination des plus riches et des touristes aisés, ne veut pas être cette place lisse et mortifère que la municipalité vomit sur les habitantEs et usagerEs du quartier. Les collectifs de résistance rassemblent une bonne partie des phocéens: parents ayant pour habitude d'emmener leurs enfants au terrain de jeu, retraité qui profitait de l'ombre des arbres pour se reposer, minots profitant de cette surface libre pour organiser des parties de foot, travailleurEs venant oublier, dans un moment convivial, la pression du travail autour d'une mousse, d'un jus de fruits, d'un verre de pastis ou seulement pour le plaisir d'une conversation. Les habitantEs ont la ferme intention de poursuivre le combat, et viennent de recevoir le soutien d'artistes du street art qui ont l'intention de créer une grande fresque sur le thème de la lutte contre le contrôle de l'espace public.

Jorj X. McKie

¹ - <https://www.franceculture.fr/histoire/quand-marseille-brade-la-memoire-de-ses-communards-pour-gentrifier>

FORD BLANQUEFORT

Une lutte semée d'embûches... mais on tient

Nous étions 450 environ dans les rues de Bordeaux pour notre dernière manifestation, jeudi 25 octobre, contre la fermeture de l'usine et pour la défense des emplois, partout dans la région. C'est moitié moins que pour la manif du 30 septembre. Mais il ne s'agit pas pour autant d'un échec ni même d'un «essoufflement» comme le titrait le journal Sud-Ouest le lendemain.



Pour nous, c'est seulement la confirmation qu'il est vraiment difficile de construire une mobilisation dans le contexte actuel. Donc il n'est pas question de se décourager car cette manifestation a démontré que, malgré le fatalisme ambiant, la résistance continue. Et nous avons encore réussi à faire passer ce message: nous sommes vraiment touTEs concernées par le sort d'une usine et de ses emplois; salariéEs du privé comme du public, ensemble et solidaires, nous serions plus forts pour stopper les suppressions d'emplois.

Déjouer les pronostics

Car malgré tous les pronostics en notre défaveur, il n'est certainement pas inutile de mener la bataille, de dénoncer encore des licenciements injustifiables, de dire qu'on n'est pas obligés de tout le temps subir, qu'on peut aussi se défendre. De toute façon, si on veut sauver quelque chose, empêcher la catastrophe, il faut tenter, il faut s'accrocher. Si on rate l'exploit, alors on aura tout le temps après pour constater les dégâts.

Et nous comptons toujours sur des bonnes surprises et des retournements de situation. Ces derniers temps, Ford est confronté à quelques difficultés, avec par exemple le report de deux mois de son PSE (du 24 octobre au 18 décembre), ce qui nous donne à nous, salariéEs en lutte, un délai supplémentaire pour tenter de faire changer la donne. Et c'est maintenant peut-être que la colère peut trouver les moyens de s'exprimer.

Par exemple, ces dernières semaines, la direction n'arrive plus à faire tourner l'usine, il n'y a quasiment plus aucune production. Les collègues, de plus en plus nombreux, expriment clairement leur refus de travailler. La direction tempère, hésite, ne voulant surtout pas provoquer une étincelle, retenant même ses cadres arrogants qui

ne supportent pas de voir des ouvriers au repos. Elle semble rater sa reprise en main, malgré ses tentatives de division. L'usine reste silencieuse, les machines sont à l'arrêt, des lumières ne s'allument plus dans certains secteurs.

Les licenciements, la meilleure des solutions?

Il y a du ras-le-bol et de la colère, ça discute, ça fait bloc mais la contestation reste difficile à organiser, collectivement. Pourtant, il y a urgence pour nous à trouver des solutions pour mettre la pression sur Ford. Car le temps joue contre nous. Ford veut arriver au terme de son PSE, à son objectif de fermeture. Pour cela, elle manœuvre pour empêcher que les collègues s'organisent,

prennent confiance en eux et conscience qu'ils ont les moyens de perturber son plan.

C'est ce qui arrive avec l'histoire du candidat reprenneur Punch. Pour Ford, depuis le début il n'est pas question d'une reprise, car ça l'engagerait pour deux ou trois ans de plus, avec des productions qu'il faudrait laisser au reprenneur, histoire d'assurer une période de transition inévitable. Mais notre lutte l'oblige à se justifier, à chercher des prétextes. Et maintenant que l'État lui a mis un possible reprenneur dans les pattes, il faut bien s'en dépatouiller.

Ford affirme avec cynisme que le reprenneur ne garantirait pas la sécurité des emplois ni des salaires de «ses» salariéEs. Du coup, c'est son plan de licenciements qui «offrirait» la meilleure solution. Conclusion: il vaudrait mieux être licenciés par Ford que repris par Punch!

Et d'un autre côté, le reprenneur, avant même d'avoir affiné son projet industriel, affiche sa volonté de rogner sur nos salaires, histoire de réduire le «coût du travail». Quelle originalité...

Si la seule solution pour sauver des centaines d'emplois, c'est ce genre de plan de reprise, alors comment faire pour rester mobilisés? La plupart des collègues n'étant pas dans la lutte collective, c'est le raisonnement individuel voire individualiste qui l'emporte. De nombreux collègues considèrent en effet qu'il vaut mieux s'opposer à la reprise pour se faire virer par Ford, prendre la prime ou partir en préretraite maintenant, plutôt que de continuer l'aventure avec un reprenneur qui n'offre pour l'instant, c'est vrai, aucune garantie pour la suite.

Mener la lutte sur tous les fronts

Notre bataille aboutirait donc sur cette situation piégée, sans issue favorable? Depuis le début nous menons une bataille défensive, pour limiter la casse sociale, le plus possible. Les mauvais coups succèdent aux embûches. Il y a de quoi douter fortement. Alors que faire? Lâcher prise? Continuer à lutter malgré tout? Et pourquoi? Nous sommes dans une nouvelle phase, avec de nombreuses discussions et tensions en perspective. Mais pour l'instant on garde le cap même si tout est compliqué, tout est histoire de bataille: contre Ford le lâcheur pour les contraindre à accepter la reprise et donner les moyens de réussir la reprise; contre Punch le potentiel reprenneur pour qu'il pense plus à développer son futur plan de production qu'à s'attaquer à nos salaires; enfin contre l'État afin qu'il agisse vraiment pour imposer une continuité de l'activité sans que ce soit nous les salariéEs qui payions la note. Sans oublier qu'il nous faut convaincre nos collègues que mener la lutte sur tous les fronts, c'est possible, qu'il en est même de notre intérêt à toutes et tous. Cela fait peut-être beaucoup pour nous mais pourtant on en est convaincus: sauver quelques centaines d'emplois, ça passera par là.

Philippe Poutou

POSTIER-E-S DU 92 La lutte va payer!

Après sept mois de grève, malgré la répression, le combat continue.

Mardi 31 octobre, les postierEs grévistes du 92 se sont retrouvés à la Cour d'appel de Versailles pour soutenir Gaël Quirante, de nouveau convoqué en audience pour ce qui constitue une obsession de la direction de La Poste: revenir sur la décision judiciaire qui dissocie le licenciement d'un salarié par son employeur de la pérennité de son mandat syndical et de toutes les prérogatives qui lui sont associées, en l'occurrence les prises de parole dans les centres et les bureaux.

Perspectives d'extension

180 militantEs et soutiens se sont retrouvés, dont Olivier Besancenot, Frédéric London, Mickaël Wamen, des représentantEs de La France insoumise, de Solidaires, des McDo de Marseille, de Sud Poste 33... Et La Poste a de nouveau été – un peu – renvoyée dans les cordes puisque la juge lui a reproché d'avoir fait un nouveau procès au TGI en septembre sans attendre l'appel d'avril. Le nouveau procès en appel aura lieu le 5 décembre, avec un verdict 15 jours plus tard. La Poste doit comprendre que ce n'est pas par voie de justice qu'elle aura la peau des grévistes. Après sept mois et demi de grève reconductible, une perspective d'extension avec la préparation d'une grève



PHOTO THÉÂTRE ROUGE / MILO

régionale Île-de-France à l'appel de Sud Poste 92 et Sud Poste 93, la direction de La Poste sent bien qu'à jouer les prolongations, les provocations et la répression, la situation va peu à peu lui échapper. Elle a sous-estimé le pouvoir de l'unité des travailleurEs. À l'heure où nous écrivons ces lignes, des discussions sont en cours avec la direction nationale: enfin le début d'un processus de négociation?

Sept mois sans obtenir satisfaction, ça suffit! Il est désormais possible d'envisager une victoire revendicative, plus que jamais la solidarité financière et politique doit s'exprimer!

Correspondant

Pour (re)faire un don à la caisse de grève en ligne: <https://www.lepotcommun.fr/pot/kgmfk66>

Ou en envoyant des chèques à l'ordre de SUD Poste 92 (mention au dos: «Solidarité grévistes») à SUD Poste 92, 51 rue Jean Bonal, 92250 La Garenne-Colombes

DORDOGNE

Contre le management mortifère, la réponse collective des postierEs

Le 24 octobre, Paula, une factrice de 44 ans travaillant au centre courrier de Sarlat (Dordogne), mettait fin à ses jours à son domicile.

Le médecin de Paula, constatant son état de fragilité psychologique – elle était en arrêt maladie depuis trois mois –, lui avait conseillé de ne pas rester seule chez elle, et elle vivait donc chez ses parents. C'est parce que sa hiérarchie l'avait prévenue par

sms qu'elle allait subir un nouveau contrôle médical qu'elle était retournée à son domicile. Un contrôle de plus, un contrôle de trop pour Paula qui avait fait état, auprès de plusieurs de ses collègues, de la profonde anxiété que ces contrôles généraient.

UBÉRISATION Les livreurEs de tous les pays vont se battre ensemble!

Aux quatre coins de l'Europe, les livreurEs se mobilisent pour lutter contre l'exploitation et les reculs sociaux.

Au Royaume-Uni un mouvement massif de livreurs a débuté début septembre. De Glasgow à Londres, les livreurEs ont fait grève à plus de 300 contre les baisses de bonus (et donc de revenus), grève principalement organisée et suivie par les travailleurEs sans papiers. En Italie, les différentes mobilisations menées chez Glovo ont obligé l'État à reconnaître le problème du processus que l'on nomme « ubérisation », et à écouter les instances représentatives des livreurs. En France un mouvement contre la baisse des rémunérations est en cours depuis près d'un mois organisant des grèves, des occupations de bureaux, des diffusions de tracts, des blocages de restaurants, etc.

Coordination européenne

Partout en Europe, des collectifs de coursierEs s'auto-organisent pour lutter contre le recul social qu'est l'ubérisation. C'est dans ce contexte que s'est tenue à Bruxelles, les 25 et 26 octobre, une rencontre entre livreurEs organisés souhaitant un cadre européen de luttes. 60 coursierEs de 30 collectifs/syndicats et 12 pays (État espagnol, Italie, France, Angleterre, Irlande, Écosse, Belgique, Pays-Bas, Suisse, Norvège, Finlande, Allemagne) se sont réunis pour réfléchir à une stratégie d'organisation transnationale. Après avoir échangé sur les réalités nationales, souvent très différentes – les multinationales ayant dû s'adapter aux possibilités juridiques de chaque pays – nous avons réfléchi à nos possibilités de mobilisations collectives, ainsi qu'à des revendications communes. Est ainsi ressortie la nécessité de mener des campagnes communes au niveau européen contre le travail à la tâche, ainsi que pour la transparence des données personnelles et des algorithmes, lesquels nous empêchent de connaître les modalités exactes de rémunération. Dans ce cadre nous avons défendu la nécessité de se retrouver sur des actions et des luttes communes, et pas



seulement sur des mots d'ordre. Ainsi a été décidée l'organisation d'une grève européenne le 1^{er} décembre pour l'amélioration de nos conditions de travail et des meilleures rémunérations.

Naissance de la fédération transnationale des coursiers

Pour organiser ces différents projets et rendre concrets les liens militants que nous avons

pu forger durant ces deux jours, nous avons décidé de constituer une Fédération transnationale des coursiers. Elle se fixe comme objectif d'unifier les luttes contre les plateformes sur le territoire européen. Les 30 organisations participantes en sont les membres fondateurs, mais seules celles étant composées de coursiers organisés peuvent participer à la prise de décision. Les coursierEs

isolés n'ayant pas de collectif ou de syndicat peuvent y adhérer à titre d'observateur, et la fédération sera là pour les aider à la création d'une organisation dans la ville ou le pays.

La lutte contre l'exploitation par les plateformes de livraison ne pourra se faire dans le cadre national. Pour faire du profit, ces multinationales s'appuient sur le taux de chômage élevé dans la jeunesse et sur les difficultés des sans-papiers à gagner de l'argent. La démarche internationaliste autour de laquelle s'est constituée cette fédération est un pas en avant pour notre classe. Alors que le nationalisme gagne du terrain en Europe et que les organisations, même de gauche, reprennent des discours nauséabonds sur le frontières, nous, livreurEs, avons décidé de nous organiser contre notre exploitation et de crier haut et fort que les frontières ne nous diviseront pas : livreurEs de tous les pays, unissons-nous!

Steven Bvr

LE BLANC (36) Malgré l'intervention policière, la détermination est toujours là

Suite à l'évacuation des occupantEs de la maternité par les forces de l'ordre au petit matin du mardi 30 octobre, certainEs auraient pu baisser les bras et penser que le combat se solderait par un échec. Mais c'est sans compter sur l'envie d'en découdre de la population qui reste attentive à la suite des événements animés par le collectif CPasDemainLaVeille.

Décidément, le gouvernement, l'Agence régionale de santé et la direction de l'hôpital ne reculent devant rien quand il s'agit de mépriser la population du Blanc et de ses alentours. Alors qu'en 12 jours d'occupation, aucune visite de la part des unEs et des autres n'a eu lieu, la seule réponse a été l'envoi des forces de l'ordre. Suite à une fuite concernant cette intervention, 70 personnes étaient venues occuper la maternité pour anticiper l'expulsion du lendemain. Des dizaines de personnes, parmi lesquelles des éluEs, sont venuEs apporter leur soutien à celles et ceux qui se retrouvaient dehors. Une manifestation s'en est suivie vers 6h30 du matin avec comme slogan « *Le Blanc, debout, pour sa maternité!* »

De nouvelles actions en perspectives

Après quelques cafés et croisants offerts gracieusement par des commerçantEs solidaires, la décision a été prise d'occuper le centre des Finances publiques afin de maintenir la pression. Une belle démonstration de force qui a poussé chacunE à se ressaisir malgré l'expulsion matinale. Une réunion publique a été organisée dès le lendemain via les réseaux sociaux. C'est une salle de musique, pourtant suffisamment grande, qui a été prise d'assaut par de nombreuses personnes qui ont montré leur volonté de relever la tête et de continuer la lutte. Plusieurs actions « coup de poing » sont encore envisagées et des procédures judiciaires pourraient être mises en place par les éluEs

afin d'annuler la fermeture de la maternité. Samedi dernier, organisée en à peine deux jours, une opération « ville morte » réunissant 300 à 400 personnes (seulement grâce aux réseaux sociaux et au bouche à oreille) a été réalisée afin de faire des films et photos chocs. Une action est aussi prévue le 21 novembre prochain à Paris, et des liens sont entretenus avec l'intersyndicale de l'hôpital de Vierzon et les défenseurEs de l'hôpital de Saint-Junien. Cela nous permet de continuer à défendre cette idée du « TouTEs ensemble », et des délégations iront cette semaine les rencontrer. Si le monde rural monte à la capitale, Buzyn sera forcée de l'entendre...

Antoine Godon (NPA 36)

RENNES Réquisition pour les migrantEs

Depuis le 17 octobre, plusieurs dizaines de migrantEs et de soutiens ont procédé à la réquisition d'un immeuble de 18 appartements à Rennes. Depuis, la vie s'y organise, et nous reprenons la rue pour faire entendre l'exigence de droits.

Fin août, nous avons avancé la rentrée militante, avec l'association Un toit c'est un droit, pour faire face à la mise à la rue de dizaines de familles. Du 12 septembre au 17 octobre, nous avons, avec le Collectif de soutien aux personnes sans papier (CSP35) et de nombreux soutiens, mené une série d'occupations afin de mettre à l'abri des personnes à la rue, chaque jour entre 25 et 70, et d'exiger leur hébergement par la mairie et la préfecture (voir *l'Anticapitaliste* n°444). Nous avons connu des succès partiels, mais le 14 octobre, nous avons commencé à voir revenir des gens dont nous avions obtenu l'hébergement. La sensation était de ne pas pouvoir aller plus loin... Alors, l'AG de ce jour-là, tenue dans un bâtiment de l'université de Rennes 2 – où nous occupions alors cinq salles transformées en centre d'accueil provisoire – a décidé de se transformer en « Groupe logement du 14 octobre » et de changer d'objectif : puisque les occupations « amies » ne donnaient plus le résultat escompté, il ne nous restait que la réquisition!

Réquisition!

C'est ainsi que le 17 octobre, nous nous sommes retrouvés à plus de 200, au métro République (lieu traditionnel des rassemblements rennais), pour une « grande action logement ». Et voilà les 200 manifestantEs de s'engouffrer dans le métro... pour ressortir peu de temps après au sud de Rennes. Et en quelques minutes, le bâtiment de l'allée d'Estrémadure était à nous! Deux semaines plus tard, il l'est encore, et plus de 100 personnes s'y sont installées, avec la garantie de ne pas être expulsées par la police, puisque la direction d'Archipel (office de HLM) nous a proposé de signer une convention valable jusqu'au 15 janvier (avec un possible avenant pour prolonger s'il n'y a pas de solution de relogement). Alors la vie peut reprendre ses droits, les familles s'installent dans des appartements avec l'eau, l'électricité, le chauffage. CertainEs sont « chez eux » pour la première fois depuis si longtemps...

Reprendre la rue

Un matelas alloué à chacunE, des couvertures, des plaques électriques commencent à équiper les appartements et une cuisine collective est ouverte pour susciter les échanges. 15 nationalités, des AG traduites en anglais, russe, allemand, arabe, français articulé... Il est temps maintenant de se rappeler au bon souvenir des autorités. Alors le 10 novembre, dans une unité que nous défendons depuis longtemps, nous manifesterons, pour exiger un toit pour touTEs. Nous retrouverons dans la rue des amiEs, des camarades, qui occupent d'autres lieux ou qui sont logés par des associations, et touTEs ensemble, avec ou sans statut, nous dirons haut et fort que notre lutte, c'est pour obtenir des droits pour touTEs, mais aussi pour rétablir immédiatement la dignité de touTEs malgré et contre les carences de l'État!

Correspondant

Harcèlement symptomatique

Un harcèlement procédurier tout à fait symptomatique de la politique managériale de la direction locale. Le même jour Christophe, facteur à Siorac (qui dépend du même établissement), était extirpé manu militari de sa voiture et plaqué violemment au sol par le directeur et deux autres cadres. Ces trois Benalla de La Poste n'ont pas supporté qu'il refuse de se voir notifier sa mise à pied conservatoire. Cette dernière faisant suite à une altercation avec un des cadres, qui fliquait les cadences de tri des factrices et des facteurs, en ne cessant de jouer la provocation. Les postierEs connaissaient les interventions des flics dans les centres, maintenant des cadres se prennent carrément pour la BAC.

Droit de retrait collectif

Confrontés depuis des années à ces méthodes, qui s'ajoutent aux réorganisations incessantes, les collègues de Paula et Christophe ont décidé de réagir en faisant usage de leur droit de retrait. Par ce moyen, ils et elles signifient que leur hiérarchie les met quotidiennement en situation de danger grave. Leur action, soutenue localement par l'intersyndicale Sud-CGT-FO-CFDT, ainsi que l'intervention de Sud PTT auprès du siège de La Poste, ont conduit à la mise à l'écart des trois cadres, ainsi qu'à la suspension de la procédure disciplinaire contre Christophe, pendant la durée des enquêtes du CHSCT sur ces deux événements. C'est une première victoire, mais ce n'est bien sûr pas suffisant. Les postierEs exigent l'engagement écrit



que ces apprentis barbouzes ne soient pas remis en place. Un rassemblement, qui a réuni 400 personnes, a eu lieu le 5 novembre à Sarlat, avec la présence d'usagerEs et d'élusEs. Le lendemain,

les postierEs obtenaient l'engagement écrit, de la part des apprentis barbouzes eux-mêmes, qu'ils ne remettraient pas les pieds à Sarlat et à Siorac.

Responsabilité des hauts dirigeants

La réaction collective, entre collègues d'une part, en s'adressant à la population d'autre part, c'est bien la marche à suivre face à des directions qui sont prêtes à imposer leurs restructurations, quel qu'en soit le prix. Certes, les trois cadres de Sarlat et Siorac se distinguent par leur zèle dans le mépris et leur absence de scrupules. Mais la responsabilité des hauts dirigeants de La Poste est incontestable. Les suppressions d'emplois, la casse des métiers et des collectifs de travail, le bourrage de crâne sur l'absolue nécessité de la stratégie

mise en place, tout cela vient du siège. Pas étonnant que certains, dans ces conditions, se croient autorisés à se comporter comme des salauds. En 2012 et en 2016, plusieurs cas de suicides mettaient La Poste en difficulté sur le front médiatique. Elle ne s'est jamais départie de son attitude consistant à mettre en place des écrans de fumée tout en accélérant sa politique. Si les modalités sont différentes, cela fait évidemment penser à France Télécom, dont l'ancien PDG, Didier Lombard, est renvoyé en correctionnelle, en compagnie de six autres cadres. Le plan « Next » qui avait été mis en place avait suivi de peu la fin de l'actionnariat majoritaire de l'État... Précisément ce qui a été décidé pour La Poste. **Édouard Gautier**

Les comités en action!

FÊTE ANTICAPITALISTE npa2009.org

1968
2018

ROCK 50's-70's
THÉÂTRE
DÉBATS
COUSCOUS
BUVETTE
EXPO

18H ALAIN KRIVINE
Mai 68, et maintenant ?
21H JULIEN SALINGUE
Migrants, impérialismes et barbaries

SAMEDI 17 NOV. - 17H
LIMOGES - ESPACE ROMANET
48 RUE B. DE VENTADOUR - QUARTIER DES PORTES FERRÉES

**DU BRÉSIL À L'UNION EUROPÉENNE
L'EXTRÊME DROITE ÉTEND SON EMPRISE...**

Un retour de la menace fasciste ?

Quelles ripostes construire ?



Réunion-débat à Pantin
Jeu. 22 novembre à 19h



Avec Ugo Palheta, sociologue,
auteur de *La Possibilité du fascisme*
Au Café « Chez Agnès »
21, rue Delizy (au bord du canal)

Meeting du NPA

Contre le président des riches et l'Europe forteresse : anticapitalistes!

Le NPA Région parisienne organise un meeting le 14 novembre. Ce sera l'occasion de faire un point sur les problèmes politiques auxquels nous faisons face et de proposer des pistes de réponses.

Entre les défaites sociales du printemps dernier, la crise économique et écologique, les nouvelles attaques prévues par Macron, les débats autour du 17 novembre et la montée de l'extrême droite, il est difficile de voir les points d'appui pour les anticapitalistes. Cependant, des mobilisations existent : sur le plan international contre les violences faites aux femmes avec les mobilisations massives qui ont eu lieu dans plusieurs pays, les luttes des migrantEs, des salariéEs de l'hôtellerie, les postierEs du 92 et bien sûr les salariéEs de Ford contre la fermeture de l'usine de Blanquefort. Le meeting donnera la parole à ces mobilisations, ainsi qu'aux étudiantEs réprimés de Nanterre. Nous voulons en effet populariser ces luttes, montrer que, malgré la situation de reflux et les défaites sociales, des secteurs importants du monde du travail cherchent toujours les voies de la mobilisation et de l'émancipation.

Poser les problèmes politiques du moment

Dans cette situation, la passivité des organisations syndicales sur le plan

NPA

MEETING
MER. 14 NOVEMBRE / 20H

CONTRE LE PRÉSIDENT DES RICHES ET L'EUROPE FORTERESSE

ANTICAPITALISTES!

AVEC OLIVIER BESANCENOT ET PHILIPPE POUTOU

À LA BELLEVILLOISE / PARIS 20E / 19-21 RUE BOYER, M^e GAMBETTA / 17-33, RUE MENU MONTAIGNE / 75017

des luttes – elles sont davantage focalisées par les élections professionnelles qui se rapprochent –, une initiative comme le 17 novembre peut apparaître comme étant la seule échéance de lutte contre le gouvernement. Il est absolument indispensable de proposer des perspectives qui ne laissent

pas l'initiative à l'extrême droite et au patronat, de centraliser et unifier les luttes pour lutter pour une augmentation générale des salaires, contre les licenciements, pour prendre l'argent sur les profits et les dividendes des actionnaires. Nos porte-parole interviendront également pour parler des contradictions

de la situation mondiale : de la montée de l'extrême droite ou de la droite autoritaire aux États-Unis, au Brésil, en Italie, de la crise économique et de la crise globale du capitalisme, en particulier de la crise écologique qui paraît de plus en plus folle et difficile à juguler.

À cela, nous opposerons les mobilisations internationales et internationales, les luttes des migrantEs, le combat pour l'ouverture des frontières.

Se préparer aux prochaines élections européennes

Enfin, le meeting servira également à préparer la participation du NPA aux prochaines élections européennes. Nous n'aurons peut-être pas au moment du meeting la réponse de Lutte ouvrière à notre proposition de faire campagne commune, mais nous saurons que, avec ou sans LO, nous aurons des choses à dire que personne d'autre ne dira : pour la liberté de circulation et d'installation, une rupture révolutionnaire avec le capitalisme pour une société débarrassée de l'exploitation et des oppressions et construite sur la base d'une planification écologique.

Le meeting servira donc aussi à promouvoir la souscription dont nous avons besoin pour financer nos activités et nos participations électorales.

En un mot, ce meeting sera un moment important pour se retrouver, dans une situation difficile mais où l'urgence de solutions anticapitalistes se fait sentir et rencontrera immanquablement un écho dans la prochaine période.

Antoine Larrache

Souscription du NPA

Si ce n'est pas nous, qui?

Comme on le sait, l'Europe est au menu de ces prochains mois, dans les urnes en particulier. Et il faut que les anticapitalistes trouvent les moyens – sonnants et réverbérants – de se faire entendre. Vous nous voyez venir?

Véritable « midterm » à la française, les prochaines élections européennes constitueront le premier test électoral à grande échelle depuis l'arrivée de Macron au pouvoir en mai 2017. Elles auront lieu dans un contexte de poursuite de son offensive contre les classes populaires et la jeunesse et, au niveau international, de violence des attaques menées contre les droits démocratiques et sociaux, ainsi que contre l'environnement. Entre libéralisme européen et solutions nationalistes ou souverainistes, nous allons être sommés de choisir notre camp, et le matraquage politico-médiatique (à moins que ce ne soit l'inverse...) a déjà commencé.

Refusons les jeux de rôle qui visent à faire passer Macron comme un rempart à la fièvre nationaliste et xénophobe des Salvini, Orbán et cie, et rejetons ce faux choix qui, au nom de la lutte contre l'extrême droite, voudrait nous

faire embrasser l'Europe des banques... qui est aussi celle des barbelés! L'évocation de plusieurs événements qui ont eu lieu depuis mai 2014, date de la dernière élection européenne, est de ce point de vue édifiante.

Rompre avec la régression sociale

Quelques mois après cette échéance électorale, à l'issue d'une séquence de lutte du peuple grec, Tsipras est arrivé au pouvoir en janvier 2015. Sous pression des créanciers européens qui veulent imposer des reculs sociaux, après avoir organisé un référendum victorieux pour refuser les mesures avancées par la Troïka, le gouvernement grec a complètement abdicqué. En refusant la confrontation jusqu'au bout avec les institutions de l'Union européenne et le FMI, le pouvoir grec a tourné le dos à la défense des intérêts des travailleurEs grecs. Preuve que si l'on veut un tant soit peu défendre une politique rompant

NPA

UNE VOIX ANTI-CAPITALISTE

CONTRE MACRON ET L'EUROPE FORTERESSE

SOUSCRIPTION 2018 / SOUSCRIPTION.NPA2009.ORG

avec l'austérité, il faut être prêt à aller jusqu'au bout, c'est-à-dire la rupture avec l'Europe capitaliste, ses traités et ses institutions.

Combattre les politiques racistes et criminelles

Cette Europe des créanciers, c'est aussi celles des politiques criminelles qui transforme la mer Méditerranée

en cimetière pour celles et ceux qui veulent quitter leur pays. Car il s'agit de la route migratoire la plus meurtrière du monde : entre le 1^{er} janvier 2014 et le 30 juillet 2018, l'Organisation internationale pour les migrations (rattachée à l'ONU) a recensé 5773 morts et 11 089 disparus. Au total, 16 862 victimes en Méditerranée en quatre ans et demi, victimes de la barbarie et du cynisme des dirigeants européens. Ceux-ci refusent d'accueillir l'Aquarius et préfèrent donner des milliards au Maroc, à la Libye ou à la Turquie pour engager les candidatEs à la migration. Face à cela, la seule solution reste de faire entendre une voix solidaire des migrantEs, contre Frontex et les accords de Dublin, pour la liberté de circulation et d'installation.

Refuser l'autoritarisme

Enfin, derrière le paravent du libéralisme économique et des valeurs démocratiques se masque l'autoritarisme et le refus d'écouter les peuples, fussent-ils européens. Il y a à peine un an, la Catalogne en a fait la douloureuse expérience. Bravant les interdictions, refusant les pressions politiques venues de Madrid ou du reste de l'Europe, dans un contexte où les polices étaient omniprésentes, les dirigeants catalans – poussés par la population – ont organisé le 1^{er} octobre un référendum

d'autodétermination. Quelques jours plus tard, sur la base des résultats, était proclamée la république catalane. Mais le pouvoir espagnol, appuyé en cela par les autorités européennes, est intervenu brutalement : la Catalogne est mise sous tutelle, le Parlement destitué, les dirigeants jetés en prison pour « rébellion », « sédition », « détournement de fonds publics » et « désobéissance à l'autorité »...

Qui, parmi les grands démocrates européens (y compris à gauche) pour défendre l'autodétermination, pour que chaque peuple puisse décider de son sort, y compris jusqu'à la rupture? Vous l'aurez compris, si les anticapitalistes ne se font pas entendre ces prochains mois, il n'y aura pas grand monde pour à la fois défendre jusqu'au bout des mesures de rupture avec l'austérité dictée par les États nationaux et l'Union européenne, arrêter l'hécatombe avec l'ouverture des frontières, et une démocratie totale avec le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Mais pour cela, nous avons plus que jamais besoin du nerf de la guerre (sociale). Aussi, versez et faites verser à notre souscription « contre Macron et l'Europe forteresse »...

<https://npa2009.org/souscription>

Exposition

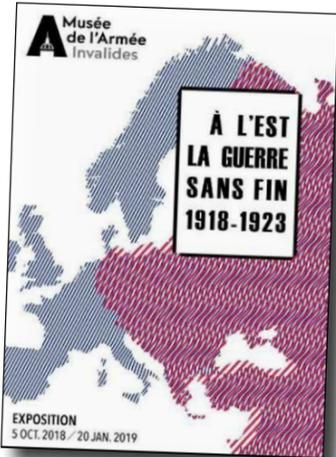
À l'Est, la guerre sans fin (1918-1923)

Musée de l'Armée, Invalides, Paris, jusqu'au 20 janvier.

Ce n'est pas sans hésitation que l'on va voir une exposition au musée de l'Armée, mais celle portant sur les années 1918-1923 mérite le détour. Son premier mérite est de dresser un tableau assez exhaustif de ces années troublées et sanglantes (où les réfugiés se chiffrent par millions et où plus de 100 000 juifs sont tués en Ukraine par les divers forces anti-bolcheviks) et de rappeler que l'armée française est engagée sur divers fronts bien au-delà de la fin des hostilités à l'Ouest. Objectifs : combattre les révolutions, protéger la part française du gâteau impérialiste et, enfin, essayer de régler les prétentions antagoniques des États successeurs des trois empires défaits (Allemagne, Autriche-Hongrie, Turquie).

Impérialisme français

C'est (sans éluder les autres) sur cette troisième dimension que l'exposition met l'accent : il s'agit sans doute de montrer l'action des troupes françaises comme un facteur de consolidation de la paix. Mais, au-delà de la solution de problèmes de délimitation des frontières, il apparaît clairement que le but de ces interventions est de consolider une chaîne d'États clients de l'impérialisme français



face à l'Allemagne vaincue et au nouvel ennemi : l'Union soviétique. Durant ces années, des détachements français sont à pied d'œuvre aux côtés des Polonais, des Roumains et des Serbes, ce qui vaut aux généraux et maréchaux français de recueillir force décorations et titres supplémentaires (Foch devient ainsi maréchal de Pologne). Une carte des accords secrets franco-anglais de 1916 (Sykes-Picot) donne à voir les projets de réorganisation du Moyen-Orient alors définis (Syrie et Liban pour la France, futur Irak pour les Anglais) ; projets

contradictoires avec les promesses faites par les Anglais pour inciter à la révolte des Arabes contre l'Empire turc. Les documents présentés sont cependant quelque peu lacunaires, notamment sur la répression par les troupes françaises – 23 000 hommes en 1922 – des mouvements nationalistes syriens (répression qui, d'ailleurs, durera, puisqu'en 1925 Damas sera bombardée durant trois jours), mais certains sont très éclairants comme une photo du général Gouraud, commandant en chef de l'armée du Levant, trônant en quasi-monarque lors de la création du « Grand Liban ».

Contre-révolution

L'exposition dresse un tableau assez complet des foyers révolutionnaires qui s'allument après la fin de la guerre, tout en ignorant les raisons internes de ces révolutions et en les attribuant à une « guerre révolutionnaire » menée par les bolcheviks. Cela permet néanmoins de dresser un tableau des événements, de l'Allemagne à la Finlande, et de montrer l'ampleur des menées contre-révolutionnaires des grandes puissances. Outre l'aide apportée aux troupes blanches, plus de 14 États interviennent en Russie. Aux côtés des troupes roumaines et serbes,

la France soutient directement la contre-révolution hongroise, comme en témoigne une ordonnance de juin 1919, signée du général français gouverneur de la ville de Szeged, interdisant les manifestations et appelant à arrêter les grèves. Est également reproduit un tract hongrois en français appelant les soldats français à la fraternisation : « Venez à nous soldats français ! » En Allemagne, la révolution est écrasée par la réaction intérieure avec la complicité des sociaux-démocrates : un petit film saisissant montre les automitrailleuses des corps francs décorées d'une tête de mort. Ces corps francs joueront également un rôle majeur dans les pays baltes. La contre-révolution est particulièrement sanglante en Finlande (près de 30 000 morts « rouges » pour 3 millions d'habitants) ; elle a bénéficié du soutien des troupes allemandes mais il est significatif que la France cherche en 1919 à pousser les Finlandais blancs victorieux à attaquer Petrograd. Au total, les documents présentés (surtout les photos et extraits de films) et les explications, parfois tendancieuses, qui les accompagnent, fournissent, avec le catalogue, un tableau utile de ces années cruciales. On pourra le compléter, si on le souhaite, par la bonne littérature vendue à la librairie (au milieu des colifichets militaires) : notamment des livres de Rosa Luxemburg, Jean-Jacques Marie et Chris Harman. **Henri Wilno**

Roman

J'ai couru vers le Nil, d'Alaa El Aswany

Actes Sud, traduction Gilles Gauthier, 432 pages, 23 euros.

Alaa El Aswany nous avait déjà fait découvrir les faubourgs du Caire et ses habitants avec son célèbre et succulent *Immeuble Yacoubian*, et dans ses autres ouvrages comme *Automobile club d'Égypte*. *J'ai couru vers le Nil*, son dernier roman, nous immerge quant à lui dans la révolution de 2011, place Tahrir au Caire, jusqu'à la chute de Moubarak et aux sanglants épisodes répressifs qui s'en sont suivis.

Roman de la révolution

Roman, approche politique, chroniques historiques... *J'ai couru vers le Nil* est un peu tout cela à la fois. Il est surtout une plongée dans un processus révolutionnaire, avec des personnages populaires, hauts en couleur ou plus anonymes, dont les itinéraires vont bifurquer et rencontrer la révolte, la soif de justice, la Révolution.

En choisissant des personnages contrastés, issus des milieux populaires ou de classes plus aisées, des étudiants révolutionnaires, des ouvriers musulmans, des Coptes ou encore le sinistre chef de la Sécurité de l'État, l'auteur nous fait ressentir ces mois enfiévrés de 2011, les manifestations et les occupations d'usines, mais aussi la sanglante répression qui vise à casser toute rébellion, à la discréditer, à l'humilier... Plus qu'une fiction – de nombreux passages sont des témoignages authentiques –, c'est un moment de vérité et une grande œuvre littéraire où la vie des personnages, leurs espoirs et doutes comme leurs correspondances, font corps avec ce moment historique.

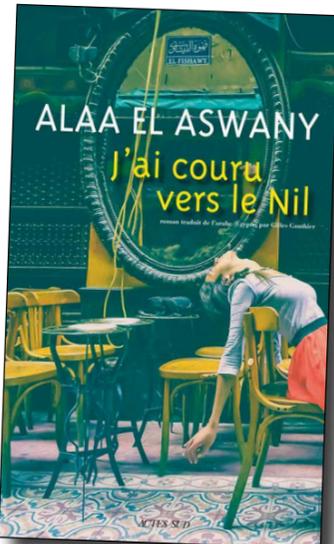
Asma, Dania, Akram... sont gagnés par la ferveur révolutionnaire, tandis que d'autres invoquent l'islam pour hypocritement gravir les échelons en mentant effrontément sur la nature du mouvement révolutionnaire pour mieux l'écraser.

Une belle œuvre littéraire

La plume d'El Aswany est savoureuse, sensuelle, poétique quand il décrit ses personnages, leurs vies, leurs quotidiens, leurs amours, leurs lettres, leurs désirs et leurs peurs. Des plus humbles au plus puissants ; des magnifiques manifestations à la plus terrible des répressions et à

l'humiliation la plus féroce surtout à l'égard des femmes : l'auteur qui, sans nul doute, a choisi le camp des révoltés, nous peint à la fois la magnificence du moment révolutionnaire, mais aussi la désillusion et les petites et grandes trahisons. Il nous montre le peuple égyptien avec ses élans et ses contradictions, ses révoltes et ses soumissions...

Un grand moment historique et une belle œuvre littéraire. À ce jour, le roman d'El Aswany est interdit de publication en Égypte et dans bien d'autres pays arabes. Raison de plus pour ne pas le boudier ! **Thomas Delmonte**



Documentaire

Le Procès contre Mandela et les autres

Film français de Nicolas Champeaux et Gilles Porte, 1h43, sorti le 17 octobre 2018.

Lors de son procès en 1963-1964, Nelson Mandela était jugé en compagnie d'« autres », c'est-à-dire de 8 de ses camarades qui seront condamnés à la prison à vie. Le film de Nicolas Champeaux et Gilles Porte présente l'intérêt de parler surtout des autres, et peu de Mandela, qui va devenir très connu après le procès, libéré en 1990, puis président d'Afrique du Sud avant de mourir en 2013 et devenir un héros mondial de la lutte antiraciste.

Un combat toujours actuel

À l'époque, personne n'avait le droit de filmer un procès en Afrique du Sud. Le film utilise donc des

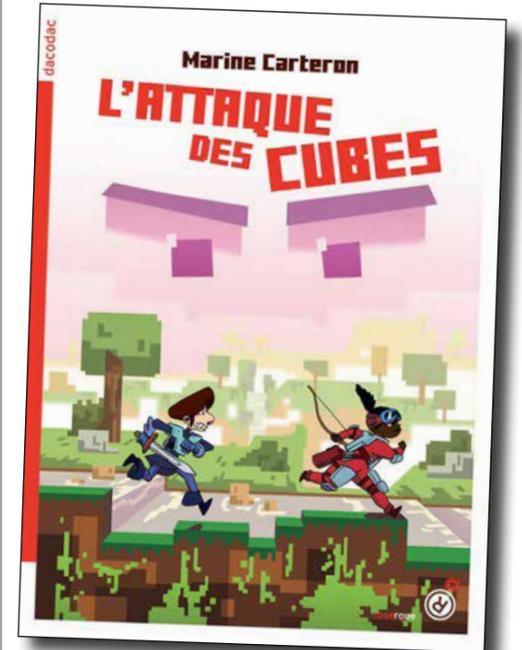


enregistrements des interventions orales des prisonniers et de leurs avocats, ainsi que des juges, avec en outre des dessins magnifiques d'Oerd. Un film qui donne à voir la situation dans l'Afrique du Sud de l'époque, et développe à merveille l'argumentation des protagonistes noirs, blancs ou indiens. On comprend ainsi pourquoi tous les emprisonnés plaident « non coupable », malgré la conviction qu'ils seront condamnés à mort. Un film superbe et militant qu'il ne faut pas louper, a fortiori car il reste de moins en moins de survivants pour témoigner d'un combat qui n'a rien perdu de son actualité. **Alain Krivine**

Jeunesse

Deux livres pour ados

Bienvenue dans la vraie vie des ados : jeux vidéo, réseaux sociaux, et accessoirement l'école qui a comme un caractère désuet... À partir de 9 ans, deux romans sortis cette rentrée devraient leur permettre de se distraire tout en prenant conscience des relations quelquefois paradoxales entre le monde numérique et la réalité.



L'attaque des cubes, de Marine Carteron. Éditions du Rouergue, 12,80 euros.

L'attaque des cubes, de Marine Carteron est un gros roman de 334 pages dont les deux héros, respectivement premier et dernier de leur classe, vont rentrer dans le jeu vidéo Minecraft et le mener à bout pour sauver leur quartier. Un magasin Cubetout vient d'ouvrir et tous ceux qui y sont passés sont zombifiés, Cubetout est juste une passerelle de Minecraft pour envahir le monde. Le livre se lit exactement comme on joue à un jeu vidéo (pour celles et ceux qui auraient essayé !) et devrait donc passionner les jeunes ados, et leur suggérer que ce n'est donc pas la vraie vie. Les questions du risque des publications intempestives sur les réseaux sociaux et du conflit entre ce que l'on est et l'image que l'on veut donner sont amenées de façon très subtile et jamais moralisatrice.

4998 amis, de Davide Cali, illustré par Kotimi. Éditions Rue du Monde 9 euros.

4998 amis, de Davide Cali est un petit bouquin de 36 pages, presque de la taille d'un téléphone. Le format est un petit clin d'œil au lecteur qui a 4 998 amis sur les réseaux sociaux et va voir ce nombre dégringoler à chaque page en fonction de ses critères de tri, à commencer par les 3 878 qu'il n'a jamais rencontrés (la vraie vie c'est quoi en fait ?). À la fin il n'en reste qu'un, le vrai bien sûr. Les illustrations très malines et gaies en font presque une petite BD. **Catherine Segala**

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA

librairie **la-breche.com**

27 rue Taine 75012 Paris
Tél. : 01 49 28 52 44 – Fax : 01 49 28 52 43
Horaires d'ouverture :
Lundi : 14 h – 20 h, mardi au samedi : 12 h – 20 h

